



Elle a fait appel aux vacataires
et aux retraités

Benghebrit veut une loi interdisant les grèves

La grève qui paralyse les écoles depuis environ un mois dans la wilaya de Tizi Ouzou et Blida fait sortir la ministre de l'Education nationale de ses gonds. Elle est allée jusqu'à proposer l'option d'introduire une loi interdisant la grève dans son secteur.

Page 3

Prix du pétrole

Le Brent se maintient à plus de 67 dollars

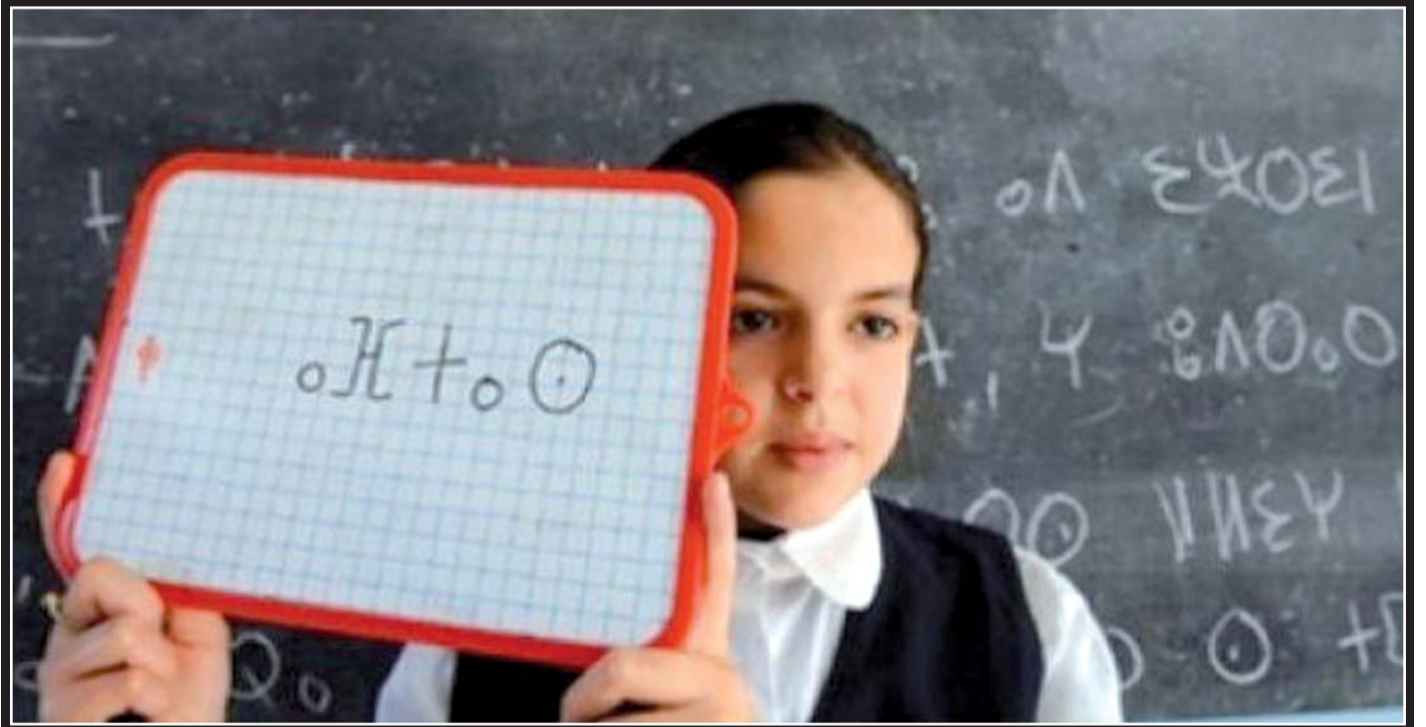
Page 5

Ouyahia a présidé un conseil interministériel

Le gouvernement booste l'enseignement de tamazight

La promotion de la langue et la culture amazighes s'accélère en cette nouvelle année 2018. Après l'officialisation de Yennayer en tant que fête nationale, décidée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, il y a quelques jours, voici venu le tour de l'enseignement de tamazight de jouir d'une attention toute particulière de la part des pouvoirs publics.

Page 3



Maintenant la pression sur le ministère de la Santé

Les médecins résidents en marche «nationale» à Oran

Page 24



Un mort et plusieurs blessés

Les Tunisiens protestent contre la cherté de la vie

La Tunisie est-elle en train de vivre un deuxième «printemps arabe»? Plusieurs régions de ce pays voisin ont connu dans la nuit de lundi à mardi des affrontements entre la police et des manifestants qui protestaient contre la hausse des prix, accompagnés dans certains quartiers par des actes de pillages et de violence comme à Tebourba où un jeune homme a trouvé la mort.

Page 2

Maroc

La monarchie exerce un contrôle quasi total sur la presse

souligne que les quelques principes de liberté d'expression contenus dans le code de la presse de 2016 au Maroc ont été effacés par le code pénal révisé qui prévoit toujours des peines de prison à l'encontre des journalistes qui franchissent les lignes rouges. Ces restrictions n'ont «pas laissé beaucoup de place à une couverture critique des questions influentes au Maroc», à l'instar de la contestation populaire menée par le mouvement Hirak, constate l'enquête, citant en cela le rapport de l'ONG américaine, Human Rights Watch, sur la liberté de la presse au Maroc. En conséquence de ces mesures, la majorité des journalistes pratiquent l'autocensure «pour échapper aux poursuites en justice», commente

Abdelmalek El Kadoussi, professeur de communication à Meknès. La liste des sujets qui font l'objet d'autocensure s'est allongée ces dernières années pour intégrer de nouvelles lignes rouges. «Désormais, le roi et la famille royale ne sont pas les seules lignes rouges. D'autres institutions comme l'armée, la justice et le département de la sécurité le sont aussi», note El Kadoussi.

L'autocensure a eu «un effet sinistre» sur la presse et les citoyens, observe-t-il. Le lectorat traditionnel a diminué, préférant recourir à l'espace numérique qui offre une plate-forme moins contraignante pour la critique et l'investigation.

Page 6



Le célèbre quotidien de Boston, *The Christian Science Monitor*, revient dans une enquête exhaustive sur l'ampleur de la censure au Maroc où la monarchie exerce un contrôle quasi total sur la presse, renforçant la tendance à l'autocensure. Le gouvernement au Maroc utilise à cet effet de nombreux moyens pour «museler la presse : harcèlement, menace d'arrestation, amendes, suspension et boycott publicitaire», relève cette enquête subventionnée par Pulitzer Center on Crisis Reporting. Le quotidien



Un mort et plusieurs blessés

Les Tunisiens protestent contre la cherté de la vie

La Tunisie est-elle en train de vivre un deuxième «printemps arabe» ? Plusieurs régions de ce pays voisin ont connu dans la nuit de lundi à mardi des affrontements entre la police et des manifestants qui protestaient contre la hausse des prix, accompagnés dans certains quartiers par des actes de pillages et de violence comme à Tebourba où un jeune homme a trouvé la mort.



Par Sofiane Ait Mohamed

Les événements ont concerné notamment Kasserine, Tebourba, Gafsa, Gabes, Nabeul et la capitale Tunis, selon l'agence tunisienne TAP. Selon le ministre tunisien de la Santé, «Khomssi Yefrni (43 ans) de Tebourba (40 km de la capitale) a succombé à ses blessures lors de son transfert à l'hôpital universitaire de Tunis». Plusieurs témoins, cités par des médias, ont indiqué qu'il serait mort après avoir été «percuté intentionnellement» par une voiture de police. Une version démentie par le ministère de l'Intérieur tunisien, qui parle lui dans un communiqué d'un décès par asphyxie pour cause d'asthme, et a ordonné une autopsie. La mort de ce manifestant intervient alors que les protestations contre la vie chère se multiplient depuis quelques jours en Tunisie. La veille, elles

ont atteint une dizaine de villes. Et presque partout les forces de l'ordre sont intervenues pour les disperser à coups de gaz lacrymogènes. Derrière ces manifestations : une campagne lancée par de jeunes activistes et intitulée «Fech Nestanew», qu'est-ce qu'on attend ? Sa principale cible : la hausse des prix, consécutive à une nouvelle loi de finances qui augmente les taxes sur certains produits. Bien que les produits de première nécessité ne soient pas concernés. Cependant, ces manifestations ont vite débordé et ont abouti à des affrontements avec les forces de l'ordre, avec de nombreux blessés parmi les policiers. Le porte-parole du ministère de l'Intérieur Khalifa Chibani a confirmé l'arrestation de 44 personnes dans les cités d'Ettadhamen, Intilaka, à Kasserine et Gafsa. Ils seraient impliqués dans des actes de violence. Il a indiqué également, qu'à Kasserine, le

dépôt municipal a été envahi et 34 motos ont été volées, précisant également que plusieurs établissements publics dont des postes de police ont été envahis par des protestataires. Plusieurs agents de l'ordre ont été également blessés durant ces événements qui ont touché plusieurs régions du pays simultanément. Le ministère a indiqué que l'armée est descendue dans la ville pour sécuriser les édifices publics. Des scènes semblables se reproduisent un peu partout, notamment à Sidi Ali ben Aoun, et Gafsa, selon les médias locaux. A Thala, relevant du gouvernorat de Kasserine, les manifestants avaient bloqué l'avenue principale de la ville et brûlé des pneus en protestation contre la dégradation du pouvoir d'achat, la montée du chômage et l'absence de développement dans la région. Ils ont scandé des slogans appelant à transformer la ville de Thala en

gouvernorat et à accélérer la réalisation des projets programmés. Suite à ces incidents éclatés dimanche dans cette région, le gouvernement tunisien a annoncé qu'un conseil ministériel sera tenu avant la fin de ce mois de janvier, consacré au gouvernorat de Kasserine pour examiner les questions de développement dans les différentes zones de la région. Par la voix de son ministre des Affaires sociales, Mohamed Trabelsi, l'exécutif tunisien s'est engagé à relancer la réalisation d'un nombre de projets entravés dans une durée déterminée, dont l'hôpital régional type B à Thala et la création d'un pôle du marbre pour valoriser les richesses de la région. Il a fait savoir que des mesures et des décisions seront prises en urgence au profit des habitants de la région lors du conseil qui sera tenu prochainement. Commentant ces manifestations, le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (Uggt), Noureddine Tabboubi, a insisté sur l'impératif de respecter les engagements formulés par le gouvernement envers la région et de réaliser les objectifs de la révolution. L'Uggt qui s'était illustrée, les dernières semaines de l'année 2017, comme étant le soutien et le support inébranlable du gouvernement, Youssef Chahed, a souligné l'appui, inaliénable aux revendications légitimes des protestataires. Pour répondre à ces mouvements de colère populaire, le gouvernement s'est engagé à prendre des mesures en urgence pour la réalisation d'un nombre de projets à travers le pays. S. A. M.

Afripol

Des cellules de liaison dans toutes les Sûretés de wilaya

Des cellules de liaison relevant d'Afripol seront «prochainement» créées dans toutes les Sûretés de wilaya du pays, a annoncé, lundi à Constantine, le commissaire divisionnaire, Abbad Benyamina, directeur de la coopération internationale auprès de la Dgsn.

S'exprimant au cours d'une rencontre d'information sur la «vision prospective des principes de réussite du mécanisme Afripol», le même responsable a fait part d'un projet d'élargissement des bureaux de liaison nationale de l'Afripol pour la création de cellules de liaisons locales dans les différentes sûretés de wilaya du pays.

«L'ouverture de cellules de liaison au sein des Sûretés de wilaya s'inscrit dans le cadre du déploiement du réseau du mécanisme de l'Afripol», a souligné le commissaire divisionnaire Benyamina, mettant l'accent sur l'importance de cette perspective (cellules de liaison) dans le renforcement de l'intervention des services opératoires. Appelant les experts et professeurs universitaires spécialisés dans les questions géopolitiques, sécuritaires et stratégiques notamment, à contribuer, à travers les propositions, à renforcer le fonctionnement de l'Afripol, le même officier supérieur a indiqué que «cette jeune organisation (Afripol) constitue une autre forme de solidarité africaine».

Dans son intervention intitulée «La dimension internationale de la police algérienne à travers l'Afripol», le commissaire divisionnaire Benyamina a indiqué que la création de ce mécanisme de coopération africaine a été favorisé par l'apparition de nouvelles menaces sécuritaires comme, entre autres, la cybercriminalité.

Le commissaire divisionnaire a fait part, dans ce sens, de perspectives pour la création, dans le cadre de l'Afripol, de centres d'excellence chargés, entre autres missions, de la lutte contre la drogue et le trafic d'armes et de l'intensification de la formation dans les domaines de lutte contre la criminalité et le crime transnational.

G. K.

LPP

Les cadres percevant plus de 20 millions peuvent souscrire

Par Massi Salami

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a annoncé, hier à Alger, que les cadres percevant un salaire mensuel supérieur à 200 000 DA (20 millions de centimes) peuvent souscrire à la formule de Logement promotionnel public (LPP).

Le plafond de salaire pour pouvoir bénéficier du Logement promotionnel public (LPP) sera supprimé afin de permettre à un grand nombre de cadres de souscrire à cette formule, a précisé M. Temmar lors de sa réunion avec la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée à l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire de 2015.

Cette décision intervient en réponse aux nombreuses demandes adressées au secteur par des cadres ne remplissant pas les conditions légales fixées dans les autres formules.

Créée en 2013, la formule LPP concernait les citoyens percevant un salaire oscillant entre 108 000 DA et 216 000 DA.

Par ailleurs, le ministre de l'Habitat a annoncé, lundi, que le prix du logement promotionnel aidé (LPA) sera fixé en fonction de la valeur du foncier dans chaque zone. Lors d'une réunion avec les directeurs de l'habitat des 48 wilayas, le ministre a indiqué que le prix sera fixé selon la nature de chaque région et le niveau de l'aide accordée par l'Etat, précisant que le prix moyen sera identique à celui de la formule location-vente, à savoir 50 000 DA (5 millions de centimes) le mètre carré, hors prix du foncier.

Le montant définitif du LPA sera fixé après la répartition des souscripteurs en quatre zones, chacune regroupant plusieurs wilayas, et qui seront définies dans le cadre d'un décret exécutif en voie de signature.

Destiné à la classe moyenne et aux citoyens qui n'ont pu souscrire

à d'autres formules, cette formule s'adresse aux citoyens ayant un revenu se situant entre 0 et 6 fois le salaire national minimum garanti (Snmg), à savoir du chômeur au salarié qui perçoit 108 000 DA pour l'éradication des habitations précaires. Le montant et le nombre des tranches à payer pour l'acquisition du LPA n'ont pas été encore fixés, a ajouté M. Temmar, précisant que la première tranche sera fixée lors des prochaines réunions.

Les souscripteurs aux autres formules qui n'ont pas encore versé de tranches peuvent souscrire à cette nouvelle formule, à condition de présenter un désistement de l'ancienne formule.

Les souscripteurs au LPA peuvent choisir des appartements F2 jusqu'à F5.

Les immeubles comprendront des sous-sols pour les parkings et d'autres pour les commerces, les artisans ou autres, outre les espaces verts, les structures éducatives et sanitaires ainsi que des appartements réservés aux per-

sonnes aux besoins spécifiques, selon la demande.

Les quotas de logements qui seront fixés par une commission de gestion technique, installée au niveau de chaque wilaya, varieront entre 50 et 300 logements par quartiers, outre des agglomérations de logements individuels dans le Sud.

Les responsables locaux relevant du secteur auront la charge de veiller à la bonne exécution du programme, une commission technique, présidée par le wali et regroupant plusieurs acteurs, aura pour mission le suivi des projets.

Le ministre a mis en avant l'importance de réaliser des logements témoins pour s'assurer de la qualité des matériaux utilisés avant le lancement d'autres logements, soulignant l'impératif d'utiliser les matériaux de qualité produits localement.

Par ailleurs, le ministre a affirmé que le choix du promoteur immobilier auquel sera confiée la réalisation du projet se fera par voie de

concours et la commission technique devra trancher les résultats et s'assurer de la fiabilité du promoteur retenu, ajoutant que celui-ci qui ne devrait pas avoir été confronté par le passé à des difficultés de réalisation. Concernant les formules de logements promotionnel public (LPP) et promotionnel aidé (LPA) lancés en 2010, le ministre a fait savoir que 15 065 unités sont actuellement à l'arrêt et 15 681 unités non encore lancées, d'où la nécessité, a-t-il dit, de cerner les dysfonctionnements pour corriger les déficiences et tirer les enseignements des précédentes expériences.

Le décret exécutif relatif à cette formule sera signé en début de la semaine prochaine et une instruction sera adressée à toutes les wilayas sur les détails de l'opération.

Il sera procédé sur la base des résultats de cette réunion à la préparation des textes d'application nécessaires pour l'exécution du programme. M.S.

Ouyahia a présidé un conseil interministériel

Le gouvernement booste l'enseignement de tamazight

La promotion de la langue et la culture amazighes s'accélère en cette nouvelle année 2018. Après l'officialisation de Yennayer en tant que fête nationale, décidée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, il y a quelques jours, voici venu le tour de l'enseignement de tamazight de jouir d'une attention toute particulière de la part des pouvoirs publics.



langue amazighe est un autre pas franchi pour son développement effectif.

M. A. C.

En consacrant Yennayer fête nationale et officielle
«Bouteflika a marqué l'histoire en lettres d'or»

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, «a marqué l'histoire en lettres d'or» avec la consécration de Yennayer comme fête officielle et nationale pour consolider davantage l'unité du peuple algérien, a indiqué, lundi à Bouira, le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali. «Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a pris une décision historique. Il a marqué l'histoire en lettres d'or en renforçant l'unité du peuple algérien à travers la fête nationale et officielle de Yennayer qui désormais se célèbre chaque année dans toutes les wilayas du pays», a déclaré le ministre lors d'un point de presse tenu en marge de la cérémonie de lancement des festivités célébrant le Nouvel An amazigh 2968 au village montagneux de Tassala, relevant de la commune de Taghzout (est de Bouira). M. Ould Ali s'est dit «très content» de célébrer Yennayer cette année sous son cachet officiel à Bouira après des années de combat et de sacrifice. «Nous rendons un vibrant hommage au Président de la République pour la reconnaissance de Yennayer, et nous devons être fier de ces acquis», a-t-il dit.

Par cette décision, a-t-il ajouté, «le Président Abdelaziz Bouteflika a renforcé l'unité identitaire des Algériens. Nous devons travailler de façon à préserver cet acquis ainsi que la stabilité et la paix dans notre pays», a souligné le ministre qui a visité les différents stands d'une exposition dédiée aux produits et objets artisanaux berbères de la localité de Tassala. R. N.

Par M. Ait Chabane

En effet, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a présidé, avant-hier, un conseil interministériel exclusivement dédié à la dynamisation de l'enseignement de tamazight et à la préparation d'un projet de loi organique portant création d'une Académie algérienne de la langue amazighe. Selon le communiqué des services du Premier ministre, le conseil interministériel «a débouché sur une série de mesures, notamment l'allocation de poste budgétaires supplémentaires pour renforcer l'enseignement de tamazight dans le secteur de l'Education nationale, et pour élargir la formation et la recherche en tamazight au niveau des universités». Ce n'est pas tout, puisqu'un groupe de travail interministériel «sera installé auprès des services du Premier ministre pour s'atteler à la préparation d'un avant-projet de loi portant créa-

tion de l'Académie de langue amazighe», précise la même source, indiquant que ce texte «suivra le parcours habituel au niveau du gouvernement puis du Conseil des ministres avant d'aboutir devant le Parlement au cours de ce premier semestre 2018». Pour rappel, le chef de l'Etat avait réitéré au cours du Conseil des ministres du 27 décembre, que la Constitution révisée en 2016 «a définitivement scellé l'appropriation par le peuple tout entier de tamazight, elle aussi langue nationale et officielle, comme ciment supplémentaire de son unité nationale, en même temps que la nation a mandaté l'Etat pour sa promotion et son développement». Ce faisant, il avait enjoint au gouvernement de «ne ménager aucun effort pour la généralisation de l'enseignement et de l'usage de tamazight, conformément à la lettre et à l'esprit de la Constitution». Il a également chargé le gouvernement d'accélérer la préparation du projet de loi organique portant

création d'une Académie algérienne de la langue amazighe. Le Président de la République a annoncé, par la même occasion, sa décision de consacrer Yennayer journée chômée et payée dès le 12 janvier prochain. «Cette mesure comme toutes celles déjà prises au profit de notre identité nationale dans sa triple composante islamique, arabe et amazighe, confortera l'unité et la stabilité nationales alors que des défis multiples internes et régionaux, nous interpellent», avait affirmé le président Bouteflika. Des nouvelles qui n'ont pas manqué d'embaumer le cœur des Algériens qui ont chaleureusement accueilli la reconnaissance officielle réservée à Yennayer. Quant à la dynamisation de l'enseignement de tamazight dans l'école et l'université, cela relève d'une volonté délibérée affichée par les pouvoirs publics pour promouvoir sérieusement la langue et la culture ancestrales. L'installation de l'Académie algérienne de

Elle a fait appel aux vacataires et aux retraités

Benghebrit veut une loi interdisant les grèves

Par Karima Nacer

La grève qui paralyse les écoles depuis environ un mois dans la wilaya de Tizi Ouzou et Blida fait sortir la ministre de l'Education nationale de ses gonds. Elle est allée jusqu'à proposer l'option d'introduire une loi interdisant la grève dans son secteur. A cet effet, Benghebrit estime qu'il ne faut plus se plier devant des mouvements de grève, mais de répondre en prenant des mesures. La ministre estime qu'il faut aller vers l'interdiction de la grève dans le secteur de l'éducation eu égard à l'obligation de respecter un calendrier de scolarité des élèves bien précis surtout quand il s'agit de ceux qui sont concernés par les examens de fin d'année. «Il est peut-être temps de penser à introduire un texte de loi

pour demander que la grève soit interdite dans le secteur de l'Education nationale», déclare-t-elle sur les ondes de la Chaîne III, de la Radio nationale.

Par ailleurs, la ministre soutient que cette grève n'est pas un «bras de fer» entre ce syndicat et le ministère, mais un conflit dont son origine se résume à une seule revendication le renvoi de deux fonctionnaires, qui n'est pas d'ordre professionnel, mais relationnel. Car, explique-t-elle, à Tizi Ouzou, l'unique revendication du syndicat est «celle de l'atteinte à la dignité», puisque le licenciement de deux fonctionnaires de la direction de l'Education est demandé. Elle soutient que le dialogue est en cours dans la wilaya de Tizi Ouzou et cela n'est pas synonyme de «fin du conflit». Cependant, la ministre assure que le retard enregistré

suite à ce mouvement de grève «n'est, jusque-là, pas une fatalité et il peut être rattrapé» tout en précisant que l'inspection générale effectuée récemment par une commission ministérielle s'était penchée avec les chefs des établissements vacataires et retraités pour assurer la continuité de la scolarisation des élèves privés de cours depuis plus d'un mois. «C'est la scolarité des élèves qui nous intéresse. Il faut mettre fin à cette grève», dira-t-elle. Pour ce cas, la ministre explique qu'il fallait juste que l'enseignante à l'origine

de la grève dépose plainte au lieu de demander le renvoi de deux fonctionnaires au sein de la direction de l'éducation. «Nous avons reçu des propositions de parents d'élèves pour une possibilité d'inscrire leur enfants dans d'autres wilayas. C'est malheureux» regrette-t-elle. Revenant sur la réforme du baccalauréat, la ministre explique que pour concrétiser cette réforme «il faut encore du temps, ce n'est pas une recule. Il faut au moins deux ans», conclut-elle. L'enseignement de tamazigh va être élargi à une dizaine de nouvelles wilayas, en même temps qu'il sera renforcé dans les 38 autres où il existe déjà. Une décision, précise la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, qui a été arrêtée par un Conseil interministériel réuni lundi, sous la présidence du

Premier ministre, Ahmed Ouyahia.

Elle indique qu'en prévision de la rentrée prochaine, le conseil a également formulé une réponse favorable à l'ouverture d'environ 300 nouveaux postes pour le recrutement des enseignants en tamazight dans le cadre de la généralisation de l'enseignement de cette langue. Ces postes seront ouverts à la fin de l'année scolaire 2017/2018 entre juin et juillet. Concernant le contenu du nouveau manuel d'enseignement de cette langue, elle y signale l'introduction de textes en tamazight algérien dans les anthologies scolaire et littéraire ainsi que l'intégration de Yennayer, lequel fera l'objet d'un cours particulier. De ce manuel de 4^{ème} année primaire, la ministre explique qu'il est rédigé en tifinagh et en graphies arabe et latine. K. N.

Pour fidéliser sa clientèle

Gica met en service une nouvelle plate-forme numérique

Le groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica) a mis en service, lundi à partir de la société des ciments de Aïn El Kebira (Scaek), au nord de Sétif, une nouvelle plate-forme numérique pour fidéliser sa clientèle.



S'exprimant en marge d'une présentation d'offres de services aux clients du groupe, concernant ce portail numérique, organisée dans la cimenterie d'Aïn El Kebira, le responsable du service partenariat, commerce, marketing et communication du Groupe, Azzeddine Asfirane, a indiqué à l'APS que cette procédure vise à «se rapprocher davantage du client dans le cadre du projet-client lancé par Gica» et ce, en partenariat avec le centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread).

Le même responsable a expliqué qu'il s'agit d'une base de données considérée comme «première en son genre» dans le secteur du ciment en Algérie, et qui permettra, selon lui, aux clients du Groupe de «consulter à distance les calendriers d'expédition du ciment, les quantités livrées, les factures, mais aussi procéder à la formulation des demandes, des propositions et des préoccupations et ce, sans avoir à se

déplacer dans les 12 unités de Gica implantées à travers le pays, avec pour objectif d'améliorer la relation entre le Groupe, ses filiales et ses clients».

Dans ce contexte, M. Asfirane a souligné que ce portail vient en réponse également aux aspirations de développer un plan de communication évolutif et multicanal incluant les e-mails, les téléphones et les correspondances écrites avec les clients et les partenaires de Gica et d'orienter la stratégie du Groupe en fonction des besoins de ses clients à travers les interactions enregistrées au niveau du portail.

«Cela permettra à l'utilisateur de relier les informations générées par le site aux plans opérationnels et aux processus décisionnels», a précisé le même responsable, ajoutant que ce portail numérique permettra également la centralisation des informations sur le client, afin de répondre au mieux à ses besoins et ouvrir, à ce propos, de nouveaux horizons pour la modernisation et la numérisa-

tion des services du Groupe Gica et ses filiales.

Faisant savoir que cette technologie moderne concernera, dans une première étape, les clients des cimenteries pilote de Aïn El Kebira (Sétif) et Chlef, dans le cadre du projet de la «charte client», le responsable du service partenariat, commerce, marketing et communication de Gica a souligné que cette procédure sera généralisée, dans un proche avenir, aux autres filiales du Groupe industriel des ciments d'Algérie. M. Asfirane a révélé, en outre, que le Groupe Gica a réalisé, en 2017, une production «record» de ciment, pour la troisième fois consécutive, de 13 950 660 tonnes contre 12 604 454 tonnes en 2016, soit une augmentation de 11%, renforçant ainsi sa position de leader dans l'industrie du ciment en Algérie.

Il a ajouté que ceci est le résultat de l'entrée en service, durant le premier trimestre de l'année 2017 de la deuxième ligne de production de la cimenterie de Aïn El Kebira

qui a produit 1 507 186 tonnes supplémentaires, ce qui a permis d'accroître la production, au cours de cette même année, à 2,9 millions de tonnes.

Selon cette même source, le Groupe Gica ambitionne de faire partie des «grands Groupes industriels» en produisant 20 millions de tonnes de ciment par an à l'horizon 2020, après avoir réceptionné les cimenteries de Béchar et Oum El Bouaghi, et finalisé l'extension des capacités de production des unités de Chlef et Zehana.

Il a souligné, par ailleurs, que des actions sont en cours en vue de mettre en oeuvre les directives des autorités pour rechercher des marchés étrangers pour l'exportation du ciment, d'autant que le Groupe a contribué de manière significative à répondre aux besoins du marché national s'agissant de ce produit stratégique.

Quant à la rencontre d'aujourd'hui, elle a porté sur l'utilisation des différentes étapes du portail électronique, expliquée par deux ingénieurs du Groupe, qui ont procédé à une application de simulation en présence de représentants de nombreux clients, de cadres et de directeurs commerciaux de toutes les filiales de Gica réparties à travers le pays, ainsi que divers partenaires dans ce domaine. De son côté, Fodil Adouani, directeur général-adjoint de l'entreprise de distribution des matériaux de construction (Edimco), filiale du Groupe des industries locales de Sétif et l'un des plus importants clients du Groupe Gica, a salué la mise en service de cette nouvelle plate-forme numérique disant à ce sujet : «Nous serons désormais en mesure de suivre toutes les transactions entreprises avec le Groupe et ses unités».

T. N.

Algérie-Irak

Signature prochaine de contrats dans les domaines de l'énergie

■ Plusieurs contrats seront signés dans les domaines de l'énergie et des hydrocarbures entre le ministère de l'Energie et le ministère irakien du pétrole pour le développement des activités des compagnies pétrolières et leurs expériences, la modernisation des moyens de prospection et la concrétisation des projets communs, a indiqué un communiqué du ministère.

L'approbation de ces contrats a été concrétisée par la signature d'un PV de réunion entre le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, et le ministre irakien du Pétrole, Jabbar Ali Al-Lueibi, pour des accords de partenariat via des joint-ventures à l'avenir entre le ministère de l'Energie, représenté par le groupe Sonatrach et le ministère irakien du Pétrole, représenté par ses compagnies pétrolières, précise le communiqué.

Les deux parties ont convenu, également, de la création d'une commission de coordination pour la communication et la suivi des conventions, ajoute la même source.

Les deux responsables ont fait savoir que le PV de réunion a porté sur la coopération entre Sonatrach et les entreprises irakiennes de production de gaz en vue d'un meilleur investissement en matière de gaz, de prospection, de production et des usines de pétrochimie et d'engrais.

Ils ont souligné que le PV de réunion vise le développement des activités des compagnies pétrolières et leurs expériences, la modernisation des moyens de prospection et la concrétisation des projets communs dans plusieurs secteurs, outre la formation des compétences en matières de commercialisation et de tarification pétrolière. Il s'agit également de développer l'industrie des équipements pétroliers et pétrochimiques en utilisant les technologies modernes.

Il a été convenu, précisent les deux ministres, de renforcer la coopération et la coordination dans le domaine de la formation à même de favoriser la qualification des compétences.

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, se trouve à Bagdad dans le cadre d'une visite de travail de deux jours. Il est accompagné au cours de cette visite du P-DG de Sonatrach, M. Abdelmoumen Ould Kaddour et d'une délégation du ministère et de Sonatrach.

M. N.

Recouvrement fiscal

91% des objectifs tracés atteints

Le taux de recouvrement fiscal a atteint au 30 novembre 2017 au niveau national 91% des objectifs tracés, à savoir 3 300 milliards de DA recouverts, a indiqué, lundi à Oran, le directeur général des impôts, Mustapha Zikara.

Les objectifs tracés concernant la fiscalité ordinaire pour l'exercice 2017 portant recouvrement de 3 300 milliards de DA ont atteint, au 30 novembre dernier 91%, soit plus de 3 000 milliards de DA recouverts, a déclaré à la presse le premier responsable des impôts en marge d'une journée d'information organisée par la Chambre de commerce et d'industrie de l'Oranie (Ccio) et consacrée aux

nouvelles dispositions économiques et sociales contenues dans la Loi de Finances 2018.

«L'opération de recouvrement des impôts est très importante eu égard aux recettes apportées au trésor public», a-t-il souligné, signalant que les objectifs élaborés soit par le gouvernement ou la direction générale des impôts «sont concrétisés et parfois dépassés».

Le même responsable a ajouté que le problème aujourd'hui concerne le manque à recouvrer des années 1960 estimé à 12 000 milliards de DA, dont plus de 8 000 milliards de DA de pénalités fixés par la justice, signalant que la difficulté de recouvrement d'une

grande partie de ce manque réside dans le décès de personnes endettées ou la dissolution d'entreprises.

Mustapha Zikara a indiqué que son administration tente de rembourser les dus à l'amiable surtout avec les personnes qui le désirent et recourt à la justice quand il s'agit de tentatives d'évasion fiscale.

Abordant la Loi de finances 2018, thème de la rencontre, qui a regroupé des opérateurs économiques, le directeur général des impôts a souligné qu'elle «vise principalement à encourager et à soutenir l'économie nationale de même que le citoyen algérien», tout en estimant qu'elle

comporte plusieurs points positifs et que la «hausse des prix du carburant n'aura pas d'effet sur le pouvoir d'achat du citoyen».

Concernant les prix du transport, M. Zikara a soutenu que vu le nombre important de véhicules en Algérie utilisant le gaz, la Loi de finances n'a apporté aucune hausse.

Concernant le mazout qui a connu une hausse de 2 DA le litre seulement, il a fait savoir que plusieurs secteurs dont l'agriculture et la pêche bénéficieront de soutien au coût du carburant et du transport.

Le DG des impôts a infirmé, au passage, toute intention de réduire les investissements de

l'Etat, affirmant qu'ils se poursuivront avec la révision de certains projets gelés, à l'instar des ceux du tramway et du métro qui sont des projets de grand impact sur l'utilisation excessive des véhicules.

Le directeur de la législation et de l'organisation fiscale à la direction générale des impôts, Kamel Touati, a évoqué, lors de cette rencontre, les importantes dispositions fiscales contenues dans la Loi de finances 2018 comprenant cinq axes dont ceux des mesures d'adaptation et de simplification, d'amélioration des recettes fiscales et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

K. L.

Industrie

Plusieurs projets inaugurés à Alger

Plusieurs projets industriels dans les filières essentiellement de la téléphonie mobile, des pièces de rechange des véhicules, de l'agroalimentaire et des matériaux de construction ont été inaugurés lundi à Alger par le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, de nature à promouvoir davantage la production nationale.



Lors d'un point de presse tenu à l'issue de sa visite à Alger, le ministre a indiqué que le plus important de ces projets est la maison de l'entreprise d'Alger, située dans la commune d'El Mohammadia.

Prévue par la loi de promotion de l'investissement promulguée en 2016, cette nouvelle entité regroupera quatre organismes d'appui aux petites et moyennes entreprises (PME) : le Centre de facilitation des PME, la Pépinière de l'entreprise d'Alger, le Fonds de garantie des crédits aux PME (Fgar) et l'Agence nationale de développement de la PME (Andpme).

Cette organisation intégrée devrait garantir la prise en charge efficiente des PME et des porteurs de projets en leur évitant les déplacements et la dispersion à travers plusieurs endroits pour bénéficier des services offerts par ces organismes.

Sur les lieux, le ministre a procédé à l'inauguration du Centre de facilitation des PME qui assurera l'accompagnement, l'orientation et la formation au profit de jeunes porteurs de pro-

jets innovants, où il a également inspecté l'état d'avancement du projet de la Pépinière de l'entreprise d'Alger.

«Cette réalisation permettra le développement et l'appui des PME ainsi que les porteurs de projets», a-t-il soutenu.

«Cette démarche s'inscrit en droite ligne dans la politique de l'Etat visant à assurer un appui aux PME et l'économie nationale», a ajouté le ministre, affichant ainsi l'ambition de passer de 1,5 million de PME actuellement à 3 millions.

Accompagné du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, M. Yousfi a également inauguré, à Oued El Karma, dans la commune de Saoula, une unité de production des plaquettes et de mâchoires de freins automobiles.

Dans une première phase, cette unité démarrera avec la fabrication de plaquettes de freins avec une capacité de production de 100 000 unités sur l'année 2018 avant de passer à 200 000 unités en 2020.

Mais c'est à partir de 2019 que cette usine se lancera dans la production des mâchoires de freins avec une capacité de pro-

duction de 100 000 unités/an.

Selon les explications du premier responsable de cette usine, l'exportation sera entamée en 2021.

Interrogé par la presse sur le taux d'intégration, le même responsable a avancé qu'il est actuellement de 20% et pourra «facilement» passer à 40% à court terme.

Des journées techniques sur la sous-traitance en mars prochain

Dans ce sillage, M. Yousfi a mis en exergue l'importance de développer le créneau de la sous-traitance.

Il a ainsi, annoncé la tenue en début mars, des «journées techniques» portant sur la sous-traitance pour encourager l'industrie automobile.

«L'assemblage et le montage automobile est important, mais le plus important est la fabrication des composants automobiles», a-t-il souligné.

Ces journées techniques rassembleront les fabricants de l'auto-

mobile et l'ensemble des sous-traitants nationaux, visant, selon le ministre, à mettre en contact ces différents opérateurs et les encourager à conclure des contrats dans le domaine de la fabrication des véhicules.

Elles visent également à élever le taux d'intégration et réduire les prix des véhicules, a détaillé le ministre.

En réponse à une question sur les prix exorbitants des véhicules fabriqués localement, M. Yousfi a affirmé que son département ministériel va examiner cette question, rappelant aux opérateurs l'obligation d'obéir aux exigences fixées dans le cahier des charges dans lequel il est exigé que le coût ne soit pas supérieur à celui des véhicules importés.

En outre, le ministre a procédé à l'inauguration de l'unité de montage de smartphones Samsung dans la zone industrielle de Rouiba. La capacité de production de cette unité est de 1,5 million de téléphones en 2018 avant de passer à 2,5 millions d'unités en 2019.

Ce projet a été réalisé dans le cadre d'un partenariat entre le fabricant sud-coréen de téléphones mobiles Samsung Electronics à tra-

vers sa filiale algérienne Samsung Algérie et son partenaire de distribution Timecom.

Implantée sur un terrain d'environ 2 ha, l'usine est dotée d'une ligne d'assemblage et de production de 3 600 m² et qui devrait connaître une extension à partir de sa deuxième année.

La gamme de smartphones que produira l'usine est composée de Samsung Galaxy J dont notamment le J7 Pro, J3 Pro, J7 Prime, J7 Core et le Grand Prime Plus, sous l'emblème Samsung Fi Bladi.

Abordant ce projet important, le ministre a annoncé qu'un cahier des charges régissant l'industrie d'assemblage des téléphones mobiles en Algérie est à l'étude.

Par ailleurs, M. Yousfi a inauguré une unité de fabrication de produits laitiers de la compagnie Ramy Milk d'une capacité de production de 250 000 litres/jour.

Dans la filière des matériaux de construction, il a procédé au lancement d'une unité de production de différentes gammes de dalles de sol d'une capacité de production de 12 000 m²/jour.

Sur les lieux, les responsables de cette unité de production se sont plaints de la dernière note adressée par l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef) dans laquelle il est exigé pour toute domiciliation des opérations d'importation, la présentation d'une «attestation libre de commercialisation de produit» dans le pays d'origine.

Selon ces opérateurs, les produits en question ne figurent pas dans la liste des produits interdits à l'importation.

«Plusieurs usines pourraient fermer faute de manque de matières premières» ont-ils signalé.

Interrogé par la presse sur cette question, M. Yousfi a déclaré: «Il semblerait qu'il y ait quelques confusions dans les tarifs douaniers, nous allons étudier la question pour faire en sorte d'encourager les industriels activant dans ce créneau de façon à ne pas gêner leurs activités».

En outre, le ministre a inspecté les travaux de modernisation de l'outil de production et d'extension des capacités de l'entreprise Capref (commune de Sidi Moussa), filiale du groupe industriel public Divindus, spécialisée dans la fabrication de chalets fixes et mobiles et de cabines sahariennes. Cette réhabilitation permettra de porter la production de Capref à 1 540 cabines/an et à 1 375 m²/an de préfabriqués.

Interrogé par ailleurs sur la charte sociétaire signée récemment par le gouvernement et l'Ugta et les organisations patronales, le ministre a tenu à rassurer que ce type de partenariat concernera uniquement les PME qui pourraient réellement en bénéficier, affirmant que les «secteurs stratégiques ne seront pas concernés».

Pour sa part, le wali d'Alger a mis en exergue l'importance de ces projets inaugurés, affirmant que des efforts seront davantage déployés à l'effet de lever le verrou du foncier industriel, notamment en faveur des start-up. A ce titre, il a annoncé la tenue de la deuxième édition de la conférence des start-up au courant de cette année.

Riad D.

Bilal L.

Prix du pétrole

Le Brent se maintient à plus de 67 dollars

Les prix du pétrole se stabilisaient mardi en cours d'échanges européens, après avoir atteint de nouveaux sommets en plus de deux ans et demi, portés par des achats spéculatifs sur fond de tensions géopolitiques persistantes et d'espoirs de resserrement de l'offre.

En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 67,75 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 3 cents par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour le

contrat de février prenait 11 cents, à 61,84 dollars. Les cours du brut sont montés jeudi en début d'échanges asiatiques à de nouveaux sommets depuis début mai 2015, à 68,29 dollars pour le Brent et 62,56 dollars pour le WTI.

"Les positions spéculatives se sont accrues", les investisseurs pariant sur une baisse de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires mais aussi sur un ralentissement de la hausse de la production des Etats-Unis, ont observé Mike van Dulken et Henry Croft, analystes chez Accendo Markets.

"Les opérateurs de marché sont convaincus que le marché se res-

serre", d'autant plus que l'Opep semble prête à accepter les interruptions de production au Venezuela, membre de l'Opep, frappé par une crise économique hors de contrôle, afin de l'aider à concrétiser son objectif de rééquilibrage du marché, ont souligné les analystes de Commerzbank.

Depuis fin 2016, l'Opep et d'autres pays producteurs d'or noir, dont la Russie, se sont fixés des objectifs de production pour réduire les réserves mondiales et faire remonter les prix.

L'accord a été renouvelé en novembre jusqu'à fin 2018.

Les investisseurs scrutaient de plus toujours l'Iran, où, du 28 décembre au 1er janvier, des

manifestations accompagnées de violences ont eu lieu dans des dizaines de villes du pays pour protester contre le coût de la vie.

Par ailleurs, le pays a lancé lundi une mise en garde sur l'éventualité d'une sortie des Etats-Unis de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, à quelques jours d'une décision américaine liée à ce dossier, que critique régulièrement le président Donald Trump.

L'accord de 2015 a entraîné la levée d'une partie des sanctions internationales imposées à l'Iran, en échange de garanties apportées par la République islamique sur le caractère exclusivement civil de son programme nucléaire.



Maroc

La monarchie exerce un contrôle quasi total sur la presse

Le célèbre quotidien de Boston, *The Christian Science Monitor*, revient dans une enquête exhaustive sur l'ampleur de la censure au Maroc où la monarchie exerce un contrôle quasi total sur la presse, renforçant la tendance à l'autocensure.



Le gouvernement au Maroc utilise à cet effet de nombreux moyens pour «museler la presse : harcèlement, menace d'arrestation, amendes, suspension et boycott publicitaire», relève cette enquête subventionnée par Pulitzer Center on Crisis Reporting.

Le quotidien souligne que les quelques principes de liberté d'expression contenus dans le code de la presse de 2016 au Maroc ont été effacés par le code pénal révisé qui prévoit toujours des peines de prison à l'encontre des journalistes qui franchissent les lignes rouges.

Ces restrictions n'ont «pas laissé beaucoup de place à une couverture critique des questions influentes au Maroc», à l'instar de la contestation populaire menée par le mouvement Hirak, constate l'enquête, citant en cela le rapport de l'ONG américaine, Human Rights Watch, sur la liberté de la presse au Maroc.

En conséquence de ces mesures, la majorité des journalistes pratiquent l'autocensure «pour échapper aux poursuites en justice», commente

Abdelmalek El Kadoussi, professeur de communication à Meknès. La liste des sujets qui font l'objet d'autocensure s'est allongée ces dernières années pour intégrer de nouvelles lignes rouges.

«Désormais, le roi et la famille royale ne sont pas les seules lignes rouges. D'autres institutions comme l'armée, la justice et le département de la sécurité le sont aussi», note El Kadoussi.

L'autocensure a eu «un effet sinistre» sur la presse et les citoyens, observe-t-il. Le lectorat traditionnel a diminué, préférant recourir à l'espace numérique qui offre une plate-forme moins contraignante pour la critique et l'investigation.

En septembre dernier, un blogueur vidéaste a été condamné à 10 mois de prison pour avoir diffusé une série de reportages sur la corruption au sein des services de police, alors que sept journalistes ont été poursuivis en justice pour avoir organisé une formation sur la promotion du journalisme citoyen au Maroc, et dont le procès a piétiné durant deux années.

discréditer les journalistes

Christian Science Monitor note que la brève lune de miel entre le Makhzen et la presse, observée juste après le début du règne de Mohammed VI, n'a pas duré.

La presse a été rapidement «étouffée» lorsqu'elle a commencé à s'intéresser aux intérêts financiers de la monarchie et à dénoncer la corruption et les lenteurs des réformes promises par le souverain marocain.

C'est là qu'intervient la mission du ministère de la Communication de discréditer les journalistes, dont les écrits déplaisent au gouvernement, en incitant la presse proche du pouvoir à mener des campagnes calomnieuses à leur encontre, témoignent des journalistes et des avocats interviewés par le site américain.

Aboubakr Jamaï, cofondateur du magazine *Le Journal* qui a été poussé à la fermeture en 2010, décrit la triste réalité du monde des médias au Maroc où «les gens sont contraints d'aller sur les

réseaux sociaux pour savoir ce qui se passe dans leur pays».

La situation est d'autant exacerbée par le boycott publicitaire dont font l'objet les entreprises de presse qui publient des contenus critiques à l'égard du palais royal ou du gouvernement.

Ce chantage est exercé par des annonceurs proches de la monarchie qui contrôlent le marché publicitaire au Maroc.

«La presse n'a aucune capacité pour demander des comptes à l'élite» dirigeante, regrette Jamaï, dont le journal a été «acculé jusqu'à l'asphyxie financière et liquidé ensuite sur décision judiciaire».

Les liens de la famille royale avec les médias

La pression financière exercée sur les médias a été mise en évidence par une enquête sur les acteurs majeurs du secteur, réalisée par l'ONG Reporter Sans Frontières (RSF).

Les conclusions de l'enquête, rendues publiques à la fin octobre de l'année dernière, ont révélé que neuf des 36 médias les plus influents au Maroc sont liés à la

famille royale et au gouvernement. Ces entreprises de presse captent l'essentiel de la publicité publique et privée, octroyée via des circuits opaques.

«Nous ne disposons pas de critères clairs sur la façon dont cette publicité est distribuée», a déclaré Yasmine Kacha, directrice RSF pour l'Afrique du Nord au quotidien américain, expliquant que «les annonceurs au Maroc ne sont pas intéressés par les médias à grande diffusion, mais plutôt par ceux qui offrent une couverture plus favorable sur le pays. C'est là que ça devient un problème de liberté de presse», souligne-t-elle.

Bien que les lois au Maroc obligent les entreprises médiatiques à rendre publiques les informations relatives à leur propriété, beaucoup d'entre elles contournent cette obligation. Les informations contenues dans les registres de commerce concernant ces entreprises sont datées et incomplètes, constate Yasmine Kacha qui a supervisé l'enquête.

Christian Science Monitor évoque, à ce propos, le poids persistant de l'autocensure qui oblige les correspondants de la presse internationale au Maroc à traiter avec prudence certains faits de l'actualité comme la question du Sahara occidental.

Aïda Alami, journaliste freelance qui travaille pour le *New York Times* et *Bloomberg*, illustre cette situation en précisant au quotidien américain que pour échapper à la surveillance gouvernementale, elle essaye «d'être très discrète» pour ne «pas se faire passer pour une anti-Marocaine».

«Je ne peux croire ce que je lis au Maroc», affirme, de son côté, Achraf El Bahi, un interprète marocain qui a travaillé avec des médias et des ONG internationaux.

Conscient de la pression que subissent les médias au Maroc, Achraf el Bahi compte y faire face et lancer l'année prochaine à Rabat un nouveau magazine culturel.

«Pour que les choses changent, pour l'intégrité des médias, il appartient à la société civile d'agir. Le journalisme au Maroc a besoin de personnes prêtes à le soutenir», dira-t-il à ce propos.

R. N.

UE/Maroc

La Commission favorable à un nouveau protocole de pêche

La Commission européenne a adopté lundi une recommandation visant à obtenir l'autorisation du Conseil pour négocier avec le Maroc un nouveau protocole de pêche qui entrera en vigueur après l'expiration de l'actuel protocole dont l'étendue territoriale couvre le Sahara occidental occupé, en violation du droit international, a-t-on appris auprès d'une source européenne.

Le Conseil européen devrait approuver la recommandation de la Commission d'ici les prochaines semaines afin de permettre le lancement des négociations rapidement.

«Cela est important pour garantir la continuité et la sécurité juridique pour les pêcheurs et l'industrie, à l'expiration de l'actuel protocole», a expliqué la même source.

Environ 120 navires de 11 Etats de l'UE : Espagne, Portugal, Italie, France, Allemagne, Lituanie, Lettonie, Pays-Bas, Irlande, Pologne et Royaume-Uni, sont concernés par ce protocole.

L'actuel protocole relatif à l'accord de

pêche entre l'UE et le Maroc, conclu pour une durée de 4 ans, arrivera à échéance le 14 juillet prochain.

En 2013, l'UE signait un accord avec le Maroc autorisant les bateaux de pêche européens - la plupart espagnols - à oeuvrer dans les eaux du Sahara occidental, actuellement sous occupation marocaine. Cet accord est, selon plusieurs avis juridiques des Etats membres et des parlementaires de l'UE, considéré comme en violation du droit international.

Un an plus tard, le Front Polisario lançait un recours pour demander l'annulation de l'accord. Celui-ci n'a cependant pas encore été examiné par la justice européenne.

Craignant une issue semblable à l'arrêt rendu le 21 décembre 2016 par la Cour européenne de justice (Cjue) qui a conclu que les accords d'association et de libéralisation UE-Maroc ne s'appliquent pas au Sahara occidental, le gouvernement marocain a adopté, en juillet 2017, deux projets de lois visant à redéfinir le domaine mariti-

me du Royaume.

Le gouvernement marocain a ainsi procédé à une annexion unilatérale de la mer du Sahara occidental afin de s'assurer de garder la mainmise sur les ressources halieutiques sahraouies. Il y a quelques jours, l'observatoire des ressources naturelles au Sahara occidental (Wsrw) affirmait que le soutien de l'UE à la pêche marocaine est consacré au renforcement de l'exploitation illégale des ressources halieutiques du Sahara occidental.

Une évaluation rétrospective et prospective du protocole à l'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable entre l'UE et le Maroc, élaborée par les experts de la Commission dans la perspective des négociations sur un nouveau protocole de pêche, montre que la région de Dakhla-Oued Eddahab dans les territoires occupés du Sahara occidental, est celle qui a reçu le plus de financement de l'appui sectoriel avec 47% des budgets prévus.

La seconde région est celle de

Laâyoune-Sakia El Hamra, toujours dans les territoires occupés du Sahara occidental, avec 19% des budgets, montre cette évaluation.

Actuellement, l'UE et le Maroc négocient une modification du texte de l'accord de libéralisation des produits agricoles, officiellement, pour se conformer à l'arrêt de la Cjue qui a confirmé l'illégalité de l'intégration du Sahara occidental dans l'accord UE-Maroc.

L'arrêt de la Cjue souligne le statut «séparé et distinct» du Sahara occidental tel que défini dans la résolution 2625 de l'Assemblée générale de l'ONU et considère, en conséquence, que les termes «le territoire du Royaume du Maroc» ne peuvent en aucun cas être interprétés comme comprenant le Sahara occidental.

L'arrêt rappelle que «le Peuple du Sahara occidental doit être regardé comme étant un tiers» et que la mise en oeuvre de l'accord doit recevoir le consentement de ce peuple.

B. L.

Violents incendies à Tizi Ouzou

Des mesures exceptionnelles atténuent l'impact de la catastrophe

Tizi Ouzou a été touchée durant l'été 2017 par des incendies sans précédent qui ont fait un mort et d'importants dégâts. L'intervention des pouvoirs publics par des mesures exceptionnelles a grandement atténué l'ampleur de cette catastrophe naturelle et l'indemnisation des personnes affectées, notamment les agriculteurs, leur a permis de reprendre leurs activités.



Avec un total de 88 751 arbres brûlés, en majorité des oliviers, mais aussi des figuiers, des grenadiers et autres, Tizi Ouzou est la wilaya qui a subi le plus gros des pertes en terme d'arbres fruitiers. Des pertes auxquels s'ajoutent des centaines de ruches d'abeilles brûlées, plusieurs maisons, poulaillers et écuries détruits par les flammes, 1 479,5 ha de forêt, 880 ha de maquis, 1 712 ha de broussailles, 32,5 ha de récoltes, et 3 700 bottes de foin détruits, selon un bilan de la Conservation des forêts.

Des pertes énormes qui auraient pu porter un coup dur au secteur agricole dans la wilaya, et pousser de nombreux paysans à cesser leur activité, sachant qu'à Tizi Ouzou, rares sont ceux qui contractent des assurances pour bénéficier d'un remboursement en cas de catastrophes naturelles.

Sur instruction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, trois ministres, à savoir le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture et du Développement rural et de la Pêche et de l'Environnement et des Energies renouvelables, avaient fait le déplacement dans la wilaya. Les membres des gouvernements ont

pu constater les dégâts dans les localités les plus touchées par les incendies, dont Aït Yahia Moussa où on déplore un mort, rassurant les citoyens de la ferme volonté de l'Etat de prendre en charge toutes leurs préoccupations.

Des actions concrètes et urgentes

Une prise en charge qui s'est concrétisée en octobre dernier, par la notification à la wilaya d'un important programme d'indemnisation inscrit à l'indicatif des secteurs des forêts et de l'agriculture pour un montant total de plus de 237,2 millions de dinars. Cette enveloppe a été destinée à la compensation des pertes subies par les populations lors des incendies de juillet dernier.

Le secteur des forêts a reçu de plus de 231,5 millions de dinars pour le lancement d'opérations de plantation de 29 508 oliviers et 34 458 autres arbres fruitiers, la réalisation de travaux de taille de régénération sur 61 127 autres plants et l'aménagement de 48 km de pistes agricoles, selon la conservation locale des forêts qui a indiqué que ce programme était en voie d'achèvement.

Pour sa part, le secteur de l'agriculture a reçu une enveloppe

financière de 41,7 millions de dinars destinée à la compensation des pertes estimée à 2 208 ruches pleines, 394 ruches vides, 22 hausses de ruches, 31 têtes ovines, deux bovins, 27 330 poulets de chair, 21 bâtiments d'élevage bovins, 126 serres avicoles et autres.

Tizi Ouzou ayant été la région la plus touchée par les incendies de juillet dernier qui a causé la perte d'une vie humaine et des dégâts énormes au secteur de l'agriculture et au patrimoine forestier, a reçu la part du lion de la somme réservée par l'Etat pour cette opération d'indemnisation qui a également touché d'autres wilayas du pays.

L'absence d'assurance des cheptels et récoltes par les agriculteurs qui auraient dû contracter une assurance auprès des organismes compétents tel que la Caisse régionale nationale de la mutualité agricole (Cnma), n'a néanmoins pas constitué une contrainte à leur indemnisation.

A Tizi Ouzou, la caisse régionale de cette institution est intervenue quelques jours seulement après les incendies pour délivrer à ses assurés des chèques d'indemnisation.

A ce titre la Crma de Tizi Ouzou a indemnisé une dizaine de céréaliculteurs des localités

de Draâ El Mizan et de Timizrat qui ont perdu leurs récoltes lors des incendies. Des chèques leur ont été remis deux semaines seulement après les incendies, pour compenser les pertes et leur permettre de se relever et de reprendre leurs activités.

D'autres secteurs ont été, par ailleurs, concernés par des mesures similaires, il s'agit notamment du secteur du logement marqué par la mobilisation par les pouvoirs publics de quelques 79 aides à l'habitat rural au profit des victimes des incendies. Ces aides ont été inscrites au titre d'un programme notifié à la wilaya, en novembre dernier.

L'installation de commissions communales et de daïras cha-peautées par une commission de wilaya présidée par le wali, pour recenser les dégâts a permis d'élaborer un état réel des pertes, et d'identifier toutes les victimes.

Ces mesures ont permis le déroulement de l'opération de compensation dans les meilleures conditions, de l'avis de plusieurs victimes qui ont pu relancer leurs activités agricoles, oubliant dans la foulée cette catastrophe qui ne représente désormais qu'un mauvais souvenir pour la population de la région.

K. O.

Constantine

Six unités publiques d'élevage avicole indemnisées par la Crma

Six unités publiques d'élevage avicole relevant de trois wilayas dans l'Est du pays ont été indemnisées en 2017 par la Caisse régionale de mutualité agricole (Crma) de la wilaya de Constantine, a déclaré, lundi à l'APS, son directeur, Mourad Bendeda.

L'opération a concerné trois sociétés publiques d'aviiculture dépendant des localités d'Oued Seguen, de Teleghma et de Tedjenanet relevant de la région de Mila, deux autres rattachées à la commune d'Ouled Hamla, wilaya de Oum El Bouaghi et une autre dans la commune de Bir El Arch (Sétif), a précisé le même responsable. Pas moins de 37 000 poulets touchés par des maladies virales, bactériennes et parasitaires, avaient péri durant la même période, selon le même responsable, soulignant que le montant d'indemnisation a atteint 7,5 millions de dinars.

Une commission composée d'experts vétérinaires agréés par l'Etat est chargée de vérifier la procédure d'indemnisation (fiches de mortalité) avant la remise des titres de paiement, a-t-il affirmé, détaillant que l'opération d'indemnisation (achat des poussins) est assurée par l'unité de distribution de poussins de la commune de Aïn Taghrouit, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj.

Ces indemnisations, a fait remarquer M. Bendeda, s'inscrivent dans le cadre des dispositions arrêtées par l'Etat pour relancer les activités agricoles dans les localités où d'importants dégâts aux élevages sont enregistrés.

En dépit des efforts déployés ces dernières années par la Crma, et les campagnes de sensibilisation auprès des aviculteurs sur l'importance d'assurer leurs productions, l'adhésion de ce type d'éleveurs reste «minime» dans la wilaya de Constantine qui recense un seul aviculteur assuré relevant du secteur privé dont l'unité d'élevage est implantée dans la zone de Aïn Nehas dans la commune d'Ibn Badis, a-t-on indiqué.

T. H.

Illizi

De nouvelles structures de la Protection civile

De nouvelles structures, appelées à renforcer dans la wilaya d'Illizi le réseau d'intervention de la Protection civile, ont été mises en service lundi par le directeur général de cette institution, le colonel Mustapha El Habiri.

Il s'agit d'un poste avancé à Ithir (200 km au sud d'Illizi), baptisé au nom du défunt moudjahid Ali Zegri, ainsi que d'une structure

similaire dans la localité de Fadnoute (100 km au sud d'Illizi) qui porte le nom du défunt moudjahid Abderrazak Koutiri Ben Bayer, réalisés pour 140 millions de DA sur budget d'équipement de la wilaya, selon les explications fournies au directeur général de la Protection civile.

Mustapha El Habiri a saisi l'opportunité pour rappeler les missions confiées à ces postes

avancés et leur importance pour le renforcement du dispositif sécuritaire et de désenclavement, ainsi que d'intervention rapide, notamment dans les régions du Grand-Sud.

Le DG de la Protection civile a, en outre, écouté les doléances des autorités locales s'articulant autour de la disponibilité d'équipements d'intervention, notamment dans la lutte anti-incendie, surtout

que la région compte de nombreuses palmeraies, ainsi que de véhicules tout-terrain en raison des spécificités géographiques de la région.

Entouré de cadres centraux de son institution, M. El Habiri a inspecté l'unité principale de la Protection civile du chef-lieu de wilaya, baptisé au nom du défunt moudjahid El-Kheir Khemaya Ben Mohamed, avant de visiter un site

proposé pour l'implantation d'un poste avancé de la Protection civile dans la commune de Bordj El Haouès.

Le DG de la Protection civile achève sa visite de travail dans la wilaya d'Illizi par l'inauguration d'un poste avancé à Tin Khatema et l'inspection d'une unité secondaire au quartier Ifri, dans la wilaya déléguée de Djanet.

Farid F.



Skikda

1 500 logements réservés aux habitants de la vieille ville

Un total de 1 500 logements sera réservé dans la wilaya de Skikda aux résidents dans des habitations menaçant ruine de la vieille ville et des familles vivant à l'étroit, a indiqué lundi le wali, Hedjeri Derfouf.

Cinq cent (500) logements parmi le nombre global seront retenus pour les habitants de la vieille ville dont les maisons remontent à l'époque coloniale, a précisé à l'APS le même responsable, en marge d'une sortie de terrain au centre ville, assurant que l'étude des dossiers des demandeurs de logements de cette catégorie sera « lancée fin janvier en cours ».

« Les habitations précaires du centre ville de Skikda qui seront démolies, seront reconstruites à l'identique », a assuré le même responsable, soulignant que le cahier des charges relatif à la reconstruction des habitations démolies dans cette zone comportera la clause du respect du cachet architectural particulier de l'antique Rusicade. Il a ajouté que 1000 autres unités seront mises à la disposition des familles vivant à l'étroit, signalant que l'étude des dossiers des futurs bénéficiaires de ce programme sera entamée « fin janvier courant ».

S'agissant du bidonville « lac des oiseaux » sis au centre-ville, le chef de l'exécutif local a rassuré les habitants de ce site qu'ils seront relogés « après l'éradication des 200 baraques construites à la fin de l'année dernière ».



« Ces logements seront destinés aux familles ayant déposé leurs demandes de logements entre les années 2007 et 2014 », a indiqué le même responsable, affirmant que « toute habitation construite après cette période sera démolie ».

Pas moins de 2.500 logements destinés

à la lutte contre l'habitat précaire des quartiers Mesyoune et Zefzaf, ont été distribués en septembre 2017, marqué par l'éradication du plus ancien bidonville de la ville de Skikda, le quartier El Match remontant à la période coloniale.

G. L.

Mostaganem

Aménagement de sept espaces boisés en lieux de loisirs

Sept espaces boisés dans la wilaya de Mostaganem seront aménagés en 2018 en lieux de loisirs et de détente au profit des familles, a-t-on appris lundi de la Conservation des forêts.

Le conservateur des forêts par intérim, Abderrahmane Henni, a indiqué que cinq forêts sont concernées, à savoir celle des dunes de sable à hai « El Houria » à Mostaganem (10 ha), la forêt de Sidi Mansour de Stidia (16 ha), celle de Bourahma à Cap Ivy dans la commune de Benabdelmalek Ramdane (17 ha), la forêt de Sedaoua à Ain Brahim commune de

Sidi Lkahdar (16 ha) et de Zarifa dans la commune de Khadra (10 ha).

Il est aussi prévu l'aménagement de la forêt de Sidi Bendehiba à Mesra couvrant une superficie de 9 ha, celle de Mehariq à Bouguiret (19 ha) comme espaces de loisirs et de détente. Ces forêts internes sont situées à proximité de la route nationale RN no 23 reliant Mostaganem à Relizane, très fréquentées surtout en printemps et en été.

Des investisseurs privés pourront, une fois des décrets portant sur les forêts de loisirs promulgués, retirer des cahiers de

charges pour exploiter ces espaces en services (restaurants, cafés, magasins, tourisme et sports notamment la création de parcours de randonnées, pistes cyclables et espaces de jeux pour enfants adaptés à la nature et à l'environnement forestier).

Pour rappel, la conservation des forêts de la wilaya de Mostaganem a équipé, ces deux dernières années dans le cadre du programme d'incitation à l'écotourisme, 19 espaces boisés pour accueillir les visiteurs et les estivants.

G. K.

Tlemcen

Remise en service du téléphérique en juillet prochain

Le téléphérique de Tlemcen, qui fait l'objet actuellement de travaux de rénovation et de maintenance, sera remis en service juillet prochain, a-t-on appris lundi du directeur des Transports de la wilaya, Nouredine Attar.

Les travaux de rénovation et de maintenance, lancés en novembre 2016, portent sur le renouvellement des câbles dont la durée de validité a expiré et le changement des cabines par d'autres plus spacieuses, selon la même source.

Cette opération de rénovation, qui a nécessité une enveloppe d'un milliard DA, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec la société française ayant réali-

sé le métro d'Alger. Des travaux de rénovation des câbles sont en cours, en attendant la mise en place des cabines.

Attar Nouredine a souligné que la mise en service du téléphérique permettra de renouer avec l'activité du plateau « Lalla Setti » au profit des familles, des touristes et autres visiteurs de cet espace.

Réalisé en 2009 par une société suisse, le téléphérique s'étend sur une distance de 1,5 km, s'ébranlant du Grand bassin de Tlemcen pour aboutir sur le plateau « Lalla Setti ». Il assure le transport de plus de 1,100 million de passagers par an.

T. L.

Illizi

Plus de 260 logements en chantier

Un quota de 262 de logements de type public locatif (LPL) sont en cours de réalisation dans la localité de Belbachir (commune d'Illizi), a-t-on appris lundi auprès des responsables locaux de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Pour rappel, 95 logements de la même formule, retenus dans le cadre de programmes précédents, avait été attribués dernièrement à leurs bénéficiaires au niveau de cette localité, a-t-on fait savoir. Sur un programme global de 115 LPL destiné au secteur de l'Education dans la wilaya d'Illizi, les travaux de réalisation de 24 logements ont enregistré un taux d'avancement des travaux estimé à 45 %, a ajouté la source.

Lors d'une visite d'inspection de projets du secteur de l'Habitat, le chef de l'exécutif de la wilaya d'Illizi, Aïssa Boulahia, a mis l'accent sur le respect des délais de réalisation ainsi que sur l'achèvement des aménagements extérieurs et des raccordements aux réseaux divers, tout en appelant à prendre en charge les accès réservés aux personnes handicapées dans les plans de projets d'habitat de la wilaya. Le wali a en outre souligné la nécessité de renforcer les chantiers en moyens humains, en vue d'éviter les retard dans la réalisation des projets et de les réceptionner dans leurs délais.

T. K.

Médéa

Le projet du complexe Mère et Enfant bientôt concrétisé

Le projet du complexe Mère et Enfant de Médéa entrera prochainement dans sa phase de concrétisation suite à la récente mesure de levée du gel sur l'opération décidée par les pouvoirs publics, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Une commission technique, composée de représentants des directions de la santé, des équipements publics et de l'urbanisme, a été chargée par le chef de l'exécutif de finaliser la procédure d'exécution de ce projet, afin qu'il puisse être mis en exploitation, dans les « meilleurs délais possibles », a-t-on indiqué de même source.

Des directives ont été données par le wali, Mohamed Bouchema, à l'issue d'une visite d'inspection du site d'implantation du projet, au directeur des domaines en vue d'accélérer la procédure de demande de transfert de propriété, introduite auprès de la direction générale de la société nationale de transport ferroviaire (SNTF), a-t-on ajouté.

Le site choisi pour abriter ce complexe est situé au sein de l'ancienne gare ferroviaire de Médéa, qui n'est plus exploitée par la SNTF, depuis le milieu des années 1990, rappelle la même source, assurant qu'une fois l'accord de transfert accordé par la direction de la SNTF, les travaux de réalisation du complexe seront aussitôt entamés.

H. L.

Nouvelles cités Meysoune et Zefzaf à Skikda

Deux groupes scolaires en préfabriqué inaugurés

Deux groupes scolaires en préfabriqués ont été mis en service lundi dans les nouvelles cités Meysoune et Zefzaf de la ville de Skikda, en présence des autorités locales. L'inauguration de ces deux établissements scolaires, qui ont nécessité la mise en place d'une enveloppe financière de près de 32 millions de dinars, puisés du budget de la wilaya, a été présidée par le wali, Hedjeri Derfouf. Ce dernier déclaré à l'APS en marge de cette opération que ces deux groupes scolaires en préfabriqués, décidés pour épargner aux scolarisés du cycle primaire, nouvellement installés avec leurs familles dans ces cités de se déplacer vers les établissements scolaires du centre ville, étaient « provisoires ». Il a ajouté que des écoles ainsi que d'autres équipements publics seront réalisés « prochainement » dans les cités Meysoune et Zefzaf, où 2500 familles ont été logées en décembre dernier. Ces deux groupes scolaires, qui disposent de trois salles équipées de moyens nécessaires, reçoivent au total 319 élèves soit une moyenne de 25 élèves par classe, a-t-on signalé.

H. K.

CONFLITS

Irak

A Mossoul, des enseignants se forment pour aider leurs élèves à oublier l'EI

A Mossoul, des instituteurs se forment pour apprendre à accompagner leurs élèves souvent sujets à des cauchemars et comportements violents, traumatismes hérités de trois ans de règne jihadiste et neuf mois de combats dévastateurs.



Dans le gymnase de l'Université de la grande ville du nord de l'Irak, débarrassée depuis six mois du groupe Etat islamique (EI), plusieurs dizaines d'enseignants se tiennent debout en cercle autour d'un instructeur qui a dessiné sur un tableau blanc «l'arbre des problèmes» de leurs élèves. Aux racines, il y a «les parents tués», «le spectacle des décapitations», «les destructions», mais aussi «la pauvreté» qui pousse certains enfants à abandonner l'école.

Et en haut, dans les branches, «le sourire à retrouver», «l'espoir» et «l'optimisme». Les objectifs que cette formation doit permettre aux enseignants d'aider leurs élèves à atteindre.

A travers des jeux, des mimes et des activités sportives, Nazem Chaker apprend à ces hommes et ces femmes, pour certains eux-mêmes traumatisés par l'EI et ses exactions, à écouter et accompagner leurs élèves.

En premier lieu, il faut aider les enfants à se reconstruire et à évacuer leur stress, la pression et les mauvais souvenirs. Mais il faut aussi, plaide-t-il, leur réapprendre «le vivre-ensemble» et «déraciner la violence».

Déjà «épuisé»

Noamat Soultane, directeur d'école, observe au quotidien les comportements violents d'enfants scolarisés.

«L'un de nos élèves était particulièrement agressif et provoquait ses camarades en permanence», raconte-t-il à l'AFP. Après une énième bagarre, «nous avons longuement discuté avec lui et découvert que son père et son frère avaient été tués dans une explosion».

A partir de ce jour, en se passant le mot entre collègues et avec l'aide de «son grand frère, pourtant lui aussi bouleversé», M. Soultane et ses enseignants ont accordé à cet élève plus d'attention et d'écoute.

«Nous avons déjà réussi à le convaincre de ne pas abandonner l'école», se félicite ce quinquagénaire, père de huit enfants.

Racha Ryadh, professeure d'éducation physique, ressent chaque jour chez ses élèves «les énormes pressions psychologiques qu'ils ont subies en voyant des exécutions, des morts, des explosions, des proches mourir».

Des scènes d'horreur que les enfants ressassent, le jour en classe ou la nuit dans leurs cauchemars.

Mais si Racha suit aujourd'hui la formation, c'est parce qu'elle est sûre que ces jeunes «sont prêts à répondre positivement aux programmes de réhabilitation, car ils veulent en finir avec les pensées qui les ramènent à l'époque de l'EI».

C'est le cas d'Ahmed Mahmoud qui, à seulement 12 ans, se dit «épuisé» par tout ce qu'il a vu sous les jihadistes.

«Encore aujourd'hui, on est toujours fatigués et tout ça n'est pas fini. Alors quand je m'assieds en classe, je n'ai pas l'esprit libre pour étudier», explique à l'AFP, ce collégien au visage poupin et aux cheveux noirs coupés courts.

«Je repense à l'époque de l'EI, je me rappelle des gens qu'ils ont exécutés,

comme mon oncle. Ils jetaient les gens des toits des immeubles et nous forçaient à regarder», raconte-t-il.

«Il ne mange plus»

Outre la terreur qu'ont fait régner les jihadistes, les neuf mois de combats urbains particulièrement éprouvants qui ont permis de reprendre Mossoul à l'EI, en juillet, ont aussi laissé des traces.

Oussama, 12 ans, a ainsi cessé de parler le jour où il a vu la quasi totalité des immeubles de sa rue s'effondrer sur ses voisins dont des amis de son âge, soufflés par des raids aériens, raconte sa mère, désemparée.

«Pendant des semaines, il n'a pas dit un mot. Parfois, il sort de la maison sans nous prévenir et marche droit devant lui sans réfléchir pendant des heures. Plusieurs fois, nous avons eu du mal à le retrouver», témoigne cette femme de 33 ans.

Et depuis ce jour funeste, «il ne mange plus, ne s'habille plus, ne se lave plus sans mon aide ou celle de son père», poursuit-elle.

Oussama n'a pas repris le chemin de l'école cette année. Mais ceux qui y sont retournés doivent composer avec des bâtiments détruits et des classes surchargées, témoigne M. Soultane.

Dans son établissement, les 900 élèves n'ont plus cours que dans la moitié des bâtiments, l'autre moitié étant aujourd'hui un immense tas de gravats.

Et dans les classes, sur les deux sièges d'un petit bureau en bois, les élèves se serrent parfois à cinq.

AFP

Pakistan-Etats-Unis

Des «mesures concrètes» suggérées pour une reprise de l'aide

Les Etats-Unis ont suggéré des «mesures concrètes» au Pakistan pour que l'aide sécuritaire américaine, suspendue la semaine dernière, puisse reprendre, a indiqué lundi le Pentagone.

«Nos attentes sont assez simples», a indiqué à la presse le colonel Rob Manning, porte-parole du ministère américain de la Défense.

«Les taliban, les dirigeants des Haqqanis et ceux qui planifient des attentats ne devraient plus pouvoir trouver refuge au Pakistan ou mener des opérations depuis le sol pakistanais».

«Les Etats-Unis ont expliqué au Pakistan les mesures spécifiques et concrètes qu'il pourrait prendre à cet effet», a ajouté le colonel Manning, soulignant que l'aide américaine a été «suspendue et non annulée ou réaffectée» à d'autres projets.

«Nous sommes prêts à coopérer avec le Pakistan pour lutter contre les groupes terroristes sans distinction», a-t-il ajouté, notant que les discussions avec le gouvernement pakistanais se poursuivent «en privé».

Le département d'Etat a gelé jeudi les paiements prévus dans le cadre du «fond de soutien de la coalition» (FSC) destiné à rembourser au Pakistan ses dépenses liées aux opérations antiterroristes.

L'armée américaine était autorisée à dépenser jusqu'à 900 millions de dollars en 2017 pour ce fond et 700 millions en 2018.

«Jusqu'ici, pas un sou des fonds prévus pour 2017 n'a été versé au Pakistan», a noté le porte-parole du Pentagone. «La dernière fois que nous avons versé une partie du FSC au Pakistan, c'était 550 millions de dollars du budget 2016, et c'était fin février-début mars 2017».

Washington accuse les responsables pakistanais d'ignorer, voire même de collaborer avec des groupes jihadistes qui lancent des attaques en Afghanistan à partir de leur bases arrières le long de la frontière entre les deux pays, notamment le réseau des Haqqanis.

Mené par Sirajuddin Haqqani, qui est aussi l'adjoint du chef des talibans afghans, le groupe insurgé des Haqqanis est soupçonné de longue date d'entretenir des liens avec les services secrets pakistanais.

Ces groupes menacent le gouvernement afghan soutenu par les Etats-Unis et ont attaqué et tué à de nombreuses reprises des soldats américains présents en Afghanistan depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Reda A.

Syrie

Des frappes de l'armée israélienne près d'une position militaire

Des frappes aériennes et des tirs de missiles en Syrie ont été menés par l'armée israélienne dans la nuit entraînant notamment des dégâts matériels «près d'une position militaire», a indiqué hier un communiqué de l'armée syrienne.

L'armée de Damas assure avoir «touché» un avion israélien sans autre précision.

L'aviation israélienne a tiré «plusieurs roquettes» en direction de la région de Qoutayfé, au nord-est de Damas et l'armée syrienne a «riposté» à l'assaut, «touchant un des avions», selon le communiqué syrien.

Israël et la Syrie sont techniquement toujours en état de guerre. Israël occupe depuis 1967 quelque 1 200 km² du plateau du Golan, qu'il a annexés, une décision non reconnue par la communauté internationale. Environ 510 km² restent sous contrôle syrien.

R. N.

Palestine

Un cadre du Hamas blessé grièvement par balle

Un haut responsable du Hamas est dans un état critique dans la bande de Gaza après avoir reçu une balle dans la tête hier, lors d'un accident.

Imad al-Alami, ancien membre du bureau politique, la haute direction collective du Hamas, s'est blessé accidentellement en «inspectant son arme personnelle chez lui», a dit dans un communiqué Fawzi Barhoum, porte-parole du Hamas à Gaza.

M. Alami a été pendant des décennies une figure éminente du Hamas, qui dirige la bande de Gaza depuis 10 ans. Après avoir vécu en exil pendant plus de 20 ans, il était revenu en 2012 dans l'enclave palestinienne. Sa maison a été bombardée par les forces d'occupation israéliennes lors de la dernière agression dans la bande de Gaza en 2014.

Reda A.

Si les Etats-Unis n'honorent pas leurs engagements

L'Iran compte reconsidérer sa coopération avec l'AIEA

Le directeur du nucléaire iranien a annoncé lundi que l'Iran pourrait reconsidérer sa coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (Aiea), l'agence de surveillance du nucléaire de l'ONU, si les Etats-Unis échouaient à honorer les engagements contractés dans le cadre de l'accord sur le nucléaire de 2015, a rapporté le quotidien *Iran Daily*.

Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araqchi, a, quant à lui, déclaré lundi que Washington avait déjà tenté de détruire l'accord sur le nucléaire l'an dernier, et pourrait bien y parvenir dans les prochains jours.

Si le gouvernement américain décide de se retirer de l'accord sur le

nucléaire, «la communauté internationale et notre région en seront les grands perdants, car c'est une expérience internationale réussie qui prendra fin», a-t-il ajouté.

Le 13 octobre, le président américain Donald Trump a annoncé qu'il avait décidé de ne pas renouveler la certification accordée à l'Iran pour son respect des termes de l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015. Cette décision n'a pas formellement conduit au retrait des Etats-Unis de l'accord, mais a ouvert une période d'examen de 60 jours, pendant laquelle le Congrès devra décider s'il veut ou non réimposer des sanctions contre l'Iran - ce qui reviendrait de fait à enfreindre les engagements pris par les Etats-

Unis dans le cadre de cet accord.

Au cours des deux derniers mois, le Congrès américain n'a cependant avancé aucune résolution destinée à réimposer des sanctions à l'Iran. En l'absence de décision de la part du Congrès, la balle repasse dans le camp de M. Trump, qui devrait décider d'ici la mi-janvier s'il impose ou non des sanctions contre l'Iran.

L'accord sur le nucléaire iranien a été signé entre l'Iran et six grandes puissances mondiales - le Royaume-Uni, la Chine, la France, la Russie, les Etats-Unis et l'Allemagne - en juillet 2015. Il a permis de désamorcer la crise du nucléaire iranien, et de consolider les efforts internationaux de non-prolifération.

R. N.



Angola

Le président Lourenço nie toute tension avec son prédécesseur

Le président angolais Joao Lourenço a nié lundi toute tension avec son prédécesseur Jose Eduardo dos Santos, dont il a écarté de nombreux proches de la tête d'institutions ou d'entreprises publiques au nom de la lutte contre la corruption.



M. dos Santos, 75 ans, a quitté la présidence à la faveur des élections générales d'août dernier après trente-huit ans d'un règne sans partage pendant lequel il a mis l'économie du pays en coupe réglée au profit d'une poignée de proches.

Issu du même Mouvement

populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), M. Lourenço lui a succédé et a congédié ces dernières semaines de nombreux barons de l'ancien régime.

Jose Eduardo dos Santos, qui est resté le patron du MPLA au pouvoir, s'en était publiquement ému le mois dernier en déplorant des décisions à ses yeux trop "radicales".

"Je ne vois aucune tension dans nos relations", a assuré lundi M. Lourenço lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de ses cent premiers jours à la tête du pays.

"Le président du Parti est guidé par les statuts du parti, en tant que président de la République, je cherche à respecter et à obéir à la Constitution", a-t-il ajouté, préci-

sant avoir des "relations de travail normales" avec l'ancien chef de l'Etat.

M. Lourenço a fait campagne en promettant d'éradiquer la corruption et de relancer l'économie du pays, en panne depuis la chute des cours du pétrole, sa principale ressource, en 2014.

Symbole du népotisme reproché à l'ancien régime, Isabel dos Santos, la fille de l'ex-président, a été limogée le mois dernier de la direction de la compagnie pétrolière nationale Sonangol, en difficulté pour cause de baisse des cours du brut.

La Sonangol a indiqué enquêter sur des mouvements de fonds jugés suspects ordonnés par Mme dos Santos.

M. Lourenço a démenti toute motivation politique à son départ. "La personne remplacée ne faisait pas partie de l'opposition", a plaidé lundi le chef de l'Etat.

En réponse à une question, il a également estimé "possible" le départ de Jose Filomeno dos Santos, le fils de l'ex-président, de la direction du fonds souverain du pays. "Je ne dis pas que je vais le limoger mais il est possible que ça arrive", a-t-il dit.

Interrogé par la presse, M. Lourenço s'est refusé à tout commentaire sur l'avenir à la tête du MPLA de M. dos Santos, qui avait promis en 2016 de prendre sa retraite politique en 2018.

"C'est à lui de dire s'il le fera, s'il respecte sa promesse", a-t-il dit.

AFP

Zimbabwe

Enquête sur le doctorat suspect de l'ex-première dame Grace Mugabe

Les autorités anticorruption du Zimbabwe ont annoncé lundi avoir ouvert une enquête sur les conditions dans lesquelles l'ancienne première dame du pays, Grace Mugabe, a obtenu un diplôme universitaire très controversé.

"Nous confirmons l'information selon laquelle une enquête a été lancée", a déclaré à l'AFP la porte-parole de la Commission anticorruption, Phyllis Chikundura.

En 2014, l'université du Zimbabwe (UZ), dont l'ancien président Robert Mugabe était le président de droit, a accordé à son épouse Grace un doctorat de philosophie.

La remise, en grande pompe, de ce diplôme par le département de sociologie de l'UZ a provoqué une vive controverse, notamment parmi les critiques du régime qui ont mis en doute la réalité du travail réalisé par Mme Mugabe pour l'obtenir.

Le président Mugabe a démissionné le 21 novembre dernier après un règne autoritaire de trente-sept ans à la tête du Zimbabwe, victime d'un coup de force de l'armée.

Les militaires ont expliqué être intervenus pour empêcher Mme Mugabe de succéder à son époux.

Soutenue par une tendance du parti au pou-

voir, la Zanu-PF, l'ex-première dame avait obtenu le limogeage du vice-président Emmerson Mnangagwa, un proche des militaires jusque-là considéré comme le dauphin naturel de Robert Mugabe.

M. Mnangagwa a été investi président par intérim jusqu'aux élections générales prévues cette année.

Connue pour son goût de luxe, ses extravagances et ses coups de colère, Mme Mugabe, aujourd'hui âgée de 52 ans, ne s'est pas manifestée publiquement depuis la chute de son mari.

AFP

Somalie

Plus de 5 millions d'enfants vaccinés contre la rougeole

Le ministère somalien de la Santé, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a conclu une campagne nationale de vaccination contre la rougeole ayant ciblé un million d'enfants âgés de 6 mois à 10 ans au Puntland et 4,2 millions à travers le pays.

En 2017, dans un contexte de sécheresse, 23.002 cas de rougeole ont été signalés en

Somalie, ce qui est alarmant par rapport aux années précédentes. Parmi ces cas, 83% étaient des enfants de moins de 10 ans, a précisé l'UNICEF dans un communiqué de presse publié lundi.

"L'OMS continuera à soutenir le ministère de la Santé et à maintenir un partenariat étroit avec les autorités sanitaires locales et les partenaires pour contrôler les épidémies de rougeole et assurer une couverture vaccinale élevée pour tous les enfants somaliens",

a déclaré Ghulam Popal, représentant de l'OMS en Somalie.

"Il est regrettable que des cas de rougeole continuent d'être signalés alors qu'il existe un vaccin efficace", a-t-il ajouté. En réponse à l'épidémie, deux campagnes de vaccination contre la rougeole ont été menées en mars et en avril 2017, touchant 516.934 enfants âgés de 9 mois à 5 ans.

"En collaboration avec nos partenaires, l'UNICEF a pu obte-

nir d'excellents résultats pour les enfants et les familles touchés par la sécheresse en 2017", a déclaré Jesper Moller, représentant de l'UNICEF par intérim. "Cependant, la crise est loin d'être terminée. La menace de la famine continue de peser lourdement, de même que les épidémies telles que la rougeole. La seule façon de protéger les enfants contre cette maladie mortelle est de mener des campagnes de vaccination de masse. Et nous reste-

rons vigilants et poursuivrons nos efforts d'urgence en 2018".

Au cours de cette campagne de vaccination, une dose de vitamine A a été administrée aux enfants éligibles en même temps que le vaccin contre la rougeole. Les agents de santé soutenus par l'OMS et l'UNICEF ont encouragé également les adultes qui ne sont pas complètement vaccinés ou qui ne sont pas sûrs de leur statut immunitaire à se faire vacciner.

R. N.

Libye

180 migrants nigériens retournent volontairement chez eux

L'Agence des Nations Unies pour les migrations (OIM) en Libye a affrété lundi un avion pour transporter 180 migrants nigériens ayant choisi de retourner volontairement dans leur pays d'origine, selon un communiqué publié lundi par l'OIM.

La semaine dernière, un vol affrété par l'OIM avait transporté 142 migrants rapatriés vers la Gambie dans le cadre de ce programme de l'agence onusienne pour aider au retour volontaire et à la réintégration.

Depuis le début de l'année 2017, ce programme de l'OIM a permis de rapatrier près de 20.000 migrants de Libye vers leur pays d'origine. Il permet un retour et une réintégration à des migrants qui ne peuvent ou ne veulent pas rester dans le pays d'accueil et souhaitent retourner volontairement dans leur pays d'origine.

L'OIM a identifié 432.574 migrants en Libye, principalement dans les régions de Tripoli, Misrata et Almageb, et estime le nombre de migrants entre 700.000 et un million. Plus de 11.000 migrants sont retournés dans leurs pays d'origine depuis que l'OIM a intensifié ses efforts pour faciliter l'aide aux migrants intéressés par l'aide au retour et suite aux troubles survenus à Sabratha au début du mois d'octobre. Les quatre premiers pays de retour en 2017 étaient le Nigéria, la Gambie, la Guinée et le Mali.

Après des rapports choquants sur les sévices subis par des migrants et les conditions sordides dans plusieurs centres de détention en Libye, des pourparlers au Eommet de l'Union africaine et de l'Union européenne à Abidjan, en Côte d'Ivoire fin novembre, ont conduit à une restructuration des mesures pour lutter contre le trafic et la maltraitance des migrants sur la route migratoire de la Méditerranée centrale.

R. N.

Oprah présidente? Beaucoup s'emballent, certains s'inquiètent

En quelques minutes d'un discours inspiré, dimanche, Oprah Winfrey est devenue la favorite d'Hollywood et de ses fans pour battre Donald Trump en 2020, mais certains s'inquiètent d'une prime sans cesse plus grande au vedettariat, au détriment de l'expérience politique.

Récompensée par le prix Cecil B. DeMille pour l'ensemble de sa carrière lors de la cérémonie des Golden Globes, celle que tout le monde surnomme «Oprah» a construit son discours sur le mouvement amorcé par l'affaire Weinstein, mais en allant bien au-delà.

Devant un public tout acquis, aux yeux embués, elle a fait le lien avec deux héroïnes de la lutte pour les droits civiques aux Etats-Unis, Rosa Parks et Recy Taylor, et annoncé l'arrivée d'une «aube nouvelle» pour les femmes et les jeunes filles maltraitées par les hommes.

Beaucoup ont vu dans cette déclaration de neuf minutes un tournant dans la vie publique d'Oprah Winfrey, dont la stature dépasse depuis longtemps déjà celle d'une



animatrice, d'une actrice ou d'une femme d'affaires, activités qui ont fait d'elle la première femme noire milliardaire.

Première présentatrice noire à percer à la télévision, il y a 30 ans, Oprah a su créer autour de son nom et de son image une véritable marque, à l'influence considérable aux Etats-Unis.

Interrogée dimanche immédiatement après son discours pour savoir si elle comptait ou non se présenter, elle a répondu ne pas y penser, selon plusieurs médias américains.

En juin, après avoir cultivé l'ambiguïté sur le sujet, elle avait assuré qu'elle ne se présenterait jamais

à aucun mandat politique.

Mais selon CNN, qui citait lundi deux personnes anonymes de son entourage, l'actrice de 63 ans «réfléchit sérieusement» à une candidature, à près de trois ans de l'échéance.

«C'est aux gens de décider», a déclaré dimanche au Los Angeles Times le compagnon de longue date d'Oprah Winfrey, Stedman Graham. «Elle le ferait, c'est clair.» - L'inexpérience politique, atout ou handicap ? -

Sans surprise, le tout Hollywood est déjà derrière elle, comme en témoignaient lundi les nombreuses réactions qui affluaient après son déjà célèbre discours dimanche.

«Je ne crois pas qu'elle avait l'intention» de se déclarer, a réagi l'actrice Meryl Streep au *Washington Post*, «mais maintenant, elle n'a plus le choix.»

«Oprah présidente? Elle a ma voix», a tweeté lundi la chanteuse Lady Gaga, au diapason de beaucoup d'autres.

Un sondage publié en mars par l'institut Public Policy Polling donnait Oprah Winfrey gagnante en 2020 contre Donald Trump à 47% des suffrages contre 40% au président sortant.

«Je ne pense pas qu'on puisse considérer cela comme une plaisanterie, pas plus que Donald Trump candidat ou The Rock», surnom de l'acteur Dwayne Johnson qui a déjà laissé entendre qu'il nourrissait des ambitions pour 2020, estime Cindy Rosenthal, professeur de sciences politiques à l'université d'Oklahoma.

La sexagénaire fringante est parfaitement alignée sur son époque, avec son combat pour la cause des femmes, mais aussi son parcours issu de la société civile.

«Pour beaucoup, aux Etats-Unis, l'expérience politique est en réalité un handicap» lors d'une élection, et non un atout, souligne Cindy Rosenthal, comme l'a prouvé la victoire de Donald Trump.

Chez les bookmakers britanniques de William Hill, après être partie de très loin, la native du Mississippi effectue une remontée spectaculaire et fait maintenant jeu égal avec Michelle Obama.

«La cote suggère que Donald (Trump) va être difficile à battre», a néanmoins indiqué à l'AFP un porte-parole de William Hill.

Démocrate de coeur, Oprah est nettement moins populaire chez les sympathisants républicains.

Pour autant, son image est

beaucoup plus consensuelle que celle de Donald Trump, et son sens affiché de l'empathie, qui en a fait la première intervieweuse des Etats-Unis, est l'une des raisons majeures de son succès.

Pour l'ancien présentateur vedette de Fox News Bill O'Reilly, l'un des principaux animateurs conservateurs aux Etats-Unis, «elle pourrait gagner en 2020».

Une victoire possible, bâtie sur son image impeccable, mais aussi, selon lui, sur le soutien des médias, auxquels elle a rendu hommage dimanche dans son discours, ainsi que sur l'appui probable de Barack Obama, qu'elle avait elle-même aidé en 2008.

Au-delà de ses chances de succès, plusieurs commentateurs s'interrogent sur sa capacité à gouverner, en cas d'élection, et sur une dérive possible du système politique américain.

«Ressaisissez-vous. Oprah ne devrait pas se présenter à la présidence», a lancé, en titre de sa tribune, l'éditorialiste Paul Waldman, dans le *Washington Post*.

«Il est vrai que les Démocrates ont sous-estimé l'importance du charisme en matière présidentielle», a-t-il écrit. «Mais la réponse à ces échecs électoraux ne doit pas consister à ne plus se soucier du fond.»

«Oprah, ne fais pas ça», a lui titré l'essayiste et écrivain Thomas Chatterton Williams dans une tribune pour le *New York Times*.

«Si la première année de l'administration Trump a montré clairement quelque chose, c'est que l'expérience, la connaissance, l'éducation et la sagesse politique ont une importance immense», a-t-il écrit. «La présidence n'est pas de la télé-réalité ou un talk-show.»

«J'aimerais que nous soyons dans un pays où je pourrais dire que nous allons élire la personne adéquate pour le poste et que nous allons exprimer une opinion sérieuse et réfléchie», ironise Rick Wilson, conseiller républicain en stratégie politique, en réponse à ces craintes.

AFP

Pas d'examen psychiatrique lors de la visite médicale de Trump



■ La visite médicale Donald Trump prévue en fin de semaine ne comportera pas d'examen psychiatrique, a affirmé lundi la Maison-Blanche au moment où certains de ses détracteurs s'interrogent ouvertement sur la santé mentale du président américain. «Non», a simplement répondu Hogan Gidley, porte-parole de l'exécutif américain à bord d'Air Force One, sans autres précisions. «Il est vif comme l'éclair», a-t-il assuré. Le président américain, âgé de 71 ans, sera examiné vendredi à l'hôpital militaire de Walter Reed, dans la proche banlieue de Washington, et les résultats de cette visite seront rendus public, a assuré la Maison-Blanche.

Durant la campagne, M. Trump avait publié un courrier de son médecin affirmant qu'il était «en excellente santé». C'est le même médecin, Harold Bornstein, qui avait publié fin 2015 une lettre de quatre paragraphes décrivant, en termes enthousiastes, l'état de santé du magnat de l'immobilier. «S'il est élu, je peux affirmer sans équivoque que M. Trump sera l'individu en meilleure santé jamais élu à la présidence», n'avait-il pas hésité à écrire. Piqué au vif par les interrogations sur ses aptitudes mentales relayées dans un livre polémique sur sa présidence, M. Trump a vanté ce weekend sur Twitter ses facultés intellectuelles, se qualifiant de «génie très stable».

AFP

Les Salvadoriens vont perdre leur statut d'immigrés protégés aux USA

■ Quelque 200.000 Salvadoriens autorisés à vivre et à travailler légalement aux Etats-Unis depuis 2001 perdront leur statut d'immigrés protégés en 2019, a-t-on appris lundi auprès de responsables de l'administration Trump.

Cette protection expirera en septembre 2019, leur laissant dix-huit mois pour quitter les Etats-Unis ou déposer une demande de permis de résidence.

Les Salvadoriens bénéficiaient depuis 2001 d'un Statut de protection temporaire (TPS), un programme qui octroie un statut juridique particulier aux ressortissants de certains pays frappés par des conflits ou des catastrophes naturelles le temps que la situation ne revienne à la normale.

Pour les Salvadoriens, ce statut avait été décidé à la suite de deux

tremblements de terre dévastateurs qui ont fait des centaines de milliers de sans-abris dans le pays d'Amérique centrale.

L'annulation du statut protégé dont ils bénéficiaient s'inscrit dans un mouvement global impulsé par Donald Trump pour réduire l'immigration.

Les Haïtiens et les Nicaraguayens, qui bénéficiaient eux aussi d'un Statut de protection temporaire, le perdront en 2019 et les Honduriens pourraient en être privés dès cette année.

Ces décisions ont été dénoncées par les associations de défense des migrants, qui estiment que les Salvadoriens, compte tenu de la criminalité qui règne dans leur pays, n'auront guère d'autre choix que de plonger dans la clandestinité. Elles s'inquiètent en outre pour

le sort des enfants nés aux Etats-Unis d'un parent au moins bénéficiant de ce statut protégé. La Chambre de commerce des Etats-Unis note pour sa part que le départ des Salvadoriens, Haïtiens ou Honduriens aura des conséquences négatives sur certains secteurs d'activité comme le BTP, les services à la personne ou l'industrie agroalimentaire où ils sont très présents.

Côté gouvernemental, on souligne que le programme des TPS, créé en 1990, vise à accorder une protection temporaire et non pas un permis permanent de résidence sur le territoire des Etats-Unis.

Le gouvernement salvadorien a réagi en indiquant qu'il continuerait de rechercher des solutions de compromis avec Washington.

Reuters



Pyongyang propose de participer aux JO lors du premier dialogue avec le Sud

La Corée du Nord a proposé hier d'envoyer des athlètes et une délégation de haut rang aux prochains Jeux olympiques en Corée du Sud lors d'un exceptionnel face-à-face après les tensions provoquées par les ambitions nucléaires de Pyongyang.

Séoul a profité de cette première rencontre en plus de deux ans pour demander que soit organisée parallèlement aux jeux d'hiver une réunion des familles séparées par la guerre (1950-53), l'un des héritages les plus douloureux du conflit.

Les discussions se tiennent à Panmunjom, village frontalier où fut signé le cessez-le-feu, dans la zone démilitarisée (DMZ) qui divise la péninsule.

La délégation nord-coréenne a traversé à pied la ligne de démarcation militaire pour se rendre à la Maison de la paix, le lieu des entretiens côté sud-coréen, à quelques mètres de l'endroit où un transfuge a fait défection voici deux mois sous une pluie de balles.

Le ministre sud-coréen de l'Unification Cho Myoung-Gyon, chef de la délégation sud-coréenne, et le responsable de la délégation nord-coréenne Ri Son-Gwon se sont serré la main avant d'entrer dans le bâtiment.

Conformément aux usages nord-coréens, M. Ri arborait un badge orné du portrait du père fondateur de la Corée du Nord, Kim Il-Sung, et de celui de son fils et successeur Kim Jong-Il.

M. Cho, lui, portait un badge aux couleurs sud-coréennes.

En même temps que ses sportifs, le Nord a proposé d'envoyer aux JO de Pyeongchang, qui se tiennent du 9 au 25 février, une délégation de haut niveau, des supporters, des artistes et une équipe de démonstration de taekwondo, a expliqué à la presse le ministre adjoint sud-coréen à l'Unification Chun Hae-Sung.

«Heurts accidentels»

Séoul a appelé à la reprise des réunions des familles, de même qu'à des pourparlers entre Croix-Rouge des deux pays, et des discussions militaires destinées à éviter les «heurts accidentels».

«Offrons au peuple un cadeau précieux pour le Nouvel an», a lancé le Nord-Coréen. «On dit qu'un voyage entrepris à deux dure plus longtemps qu'un voyage solitaire».

L'atmosphère semblait plus détendue qu'à l'ordinaire. «Le peuple souhaite ardemment voir le Nord et le Sud aller vers la paix et la réconciliation», a répondu le Sud-Coréen.

Un ton qui tranche singulièrement avec la rhétorique en usage ces derniers temps, avec les insultes personnelles et les menaces de guerre échangées par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un et le président Donald Trump.

Depuis deux ans, la situation sur la péninsule s'est dégradée, le Nord menant trois nouveaux essais nucléaires et multipliant les tirs de missile.

Séoul s'efforce de présenter les JO qui auront lieu à tout juste 80 kilomètres de la DMZ comme les «Olympiades de la paix», mais pour que l'expression prenne son sens, la participation du Nord est essentielle.

Les pourparlers font suite à la main tendue le jour du Nouvel An par M. Kim, qui avait évoqué une participation aux JO. La semaine dernière, le téléphone rouge entre les deux voisins a été rétabli après près de deux ans de silence.

Reste encore à déterminer si les représentants des deux pays feront une entrée commune lors des cérémonies d'ouverture et de clôture, comme à Sydney en 2000, à Athènes en 2004 et lors des jeux d'hiver de Turin en 2006.

La taille de la délégation nord-coréenne, de même que son hébergement, qui devrait être financé par Séoul, doivent aussi être établis.

Pom-pom girls

Seuls deux athlètes nord-coréens se sont qualifiés, si bien que le Nord devrait envoyer au Sud un imposant contingent de pom-pom girls, prédi-

sent les analystes.

Lors de compétitions sportives passées au Sud, des centaines d'avenantes supportrices nord-coréennes avaient ainsi créé l'événement.

Les médias sud-coréens ont laissé entendre que Pyongyang pourrait envoyer d'éminents représentants, dont la petite soeur de Kim Jong-Un, Yo-Jong, haute dirigeante du parti unique au pouvoir.

Les deux parties avaient exprimé leur souhait d'évoquer des thèmes au-delà de l'olympisme.

Pyongyang a jusqu'à présent renvoyé Séoul dans ses cordes s'agissant des familles, réclamant au préalable le rapatriement par le Sud de Nord-Coréens.

Le journal nord-coréen Rodong Sinmun n'a pas mentionné les pourparlers, relevant que la politique américaine de pressions et de sanctions avait échoué et que Pyongyang était devenu «une puissance nucléaire internationale».

Les Etats-Unis et la Corée du Sud avaient accepté la semaine dernière de reporter leurs manoeuvres conjointes Foal Eagle et Key Resolve jusqu'à l'après-JO dans le but d'apaiser les tensions.

M. Trump s'est félicité ce week-end de la reprise des discussions, espérant qu'elles aillent «au-delà» des JO. Il s'est aussi dit prêt à s'entretenir avec M. Kim.

«Cela ne va pas se faire du jour au lendemain», a toutefois affirmé l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley.

AFP

May remanie son gouvernement, mais garde les poids lourds

■ La Première ministre britannique, Theresa May, a commencé lundi à remanier son gouvernement, entaché par plusieurs scandales, mais en a conservé les poids lourds et s'est heurtée au refus d'une ministre qui a préféré démissionner.

Le remaniement est censé redonner un nouveau souffle au gouvernement en ce début d'année, avant la prochaine phase de négociations sur le Brexit avec Bruxelles. Mais les changements, annoncés au goutte-à-goutte au fil de la journée, et qui doivent se poursuivre mardi, ont été plutôt marginaux.

Fait le plus marquant, Theresa May s'est heurtée à la ministre de l'Education, Justine Greening, qui a démissionné après avoir refusé un autre poste.

Mme Greening s'est vu proposer le portefeuille de la protection sociale et des retraites «mais a refusé de le prendre. La Première ministre est déçue mais respecte sa décision de quitter le gouvernement», a indiqué à l'AFP une source gouvernementale.

En première ligne dans les négociations du Brexit, les ténors du gouvernement, le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, le ministre des Finances Philip Hammond, et le ministre chargé du Brexit David Davis, sont reconduits dans leurs fonctions. La ministre de l'Intérieur, Amber Rudd, et le ministre de la Défense, Gavin Williamson, restent également à leurs postes.

«Rien n'a changé», commentait le député libéral-démocrate Alistair Carmichael. «Pas étonnant que Theresa May lutte pour négocier le Brexit, elle ne peut même pas organiser un remaniement», persiflait le député travailliste Stephen Kinnock.

La Première ministre souhaite présenter un gouvernement rajeuni, diversifié et féminisé mais sa marge de manoeuvre est limitée: elle doit maintenir un équilibre entre partisans d'un Brexit dur et modérés.

Elle a par ailleurs déjà procédé à trois changements ministériels en quelques semaines fin 2017, le dernier à partir étant le vice-Premier ministre Damian Green, sur fond de scandale sexuel.

Gaffe

Lundi, le jeu de chaises musicales a débuté par une gaffe. Le parti conservateur a annoncé sur Twitter l'arrivée du ministre des Transports, Chris Grayling, à la tête du parti, avant d'effacer ce tweet. C'est en fait Brandon Lewis, 46 ans, qui a été nommé président du Parti conservateur et secrétaire d'Etat sans portefeuille, en remplacement de Patrick McLoughlin.

M. Lewis était secrétaire d'Etat à l'Immigration. Plus tôt dans la journée, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, James Brokenshire, 50 ans, avait annoncé sa démission pour raison de santé. Malgré de nombreuses séances de négociations, M. Brokenshire a échoué à obtenir la formation d'un nouveau gouvernement nord-irlandais depuis la chute du précédent il y a un an.

Il est remplacé par Karen Bradley, 47 ans, jusque-là secrétaire d'Etat à la Culture, aux Médias et au Sport.

Nouveau départ

Le nouvel exécutif devra définir rapidement sa position en vue des négociations avec Bruxelles sur le Brexit, qui doivent reprendre en janvier. Les discussions porteront d'abord sur la période de transition puis, en mars, sur la future relation commerciale entre le Royaume-Uni et l'UE.

Plusieurs têtes pourraient encore tomber, comme celle d'Andrea Leadsom, leader de la Chambre des Communes, chargée des relations entre les députés et l'exécutif. Elle pourrait payer le revers que les parlementaires avaient infligé à Theresa May le 13 décembre, lorsque 11 députés conservateurs avaient voté avec l'opposition et obtenu que le Parlement organise un vote final sur les termes de l'accord final du Brexit.

Ce remaniement veut marquer un nouveau départ pour la Première ministre, dont l'autorité a été fortement contestée depuis l'échec de son Parti conservateur aux élections législatives de juin 2017, où il a perdu sa majorité absolue.

Theresa May a aussi été confrontée aux dissensions permanentes de sa formation sur le Brexit. La conclusion d'un premier accord sur la sortie de l'UE début décembre lui a toutefois permis de retrouver de la légitimité.

AFP

Sanctions contre Pyongyang peut-être temporairement levées, dit Séoul

■ La Corée du Sud a annoncé mardi qu'elle n'excluait pas une levée temporaire des sanctions contre la Corée du Nord dans le cas où cela s'avérerait nécessaire pour faciliter la visite d'une délégation nord-coréenne aux Jeux olympiques d'hiver le mois prochain.

La Corée du Sud a interdit l'entrée de son territoire à plusieurs responsables nord-coréens en réponse aux essais nucléaires et aux tests de missiles du régime communiste de Pyongyang.

Dans le cas où des «mesures préliminaires» seraient nécessaires pour aider les Nord-Coréens, la Corée du Sud étudiera la question avec

le Conseil de sécurité des Nations unies et les pays concernés, a déclaré le porte-parole de son ministère des Affaires étrangères, Roh Kyu-deok, lors d'un point de presse.

La Corée du Nord a déclaré mardi à l'occasion des premières discussions bilatérales en plus de deux ans avec son voisin du Sud qu'elle allait envoyer des athlètes, des supporters et des responsables de haut rang aux Jeux olympiques d'hiver organisés le mois prochain par la Corée du Sud à Pyeongchang.

Reuters

Etats-Unis

Montant record des catastrophes naturelles aux Etats-Unis

Les catastrophes naturelles ont provoqué un montant record de 306 milliards de dollars de dégâts en 2017 aux Etats-Unis, qui ont subi de puissants ouragans, des inondations, une sécheresse et des incendies de forêt dévastateurs.

Selon un rapport de l'Agence océanique et atmosphérique (NOAA) publié lundi, seize de ces désastres ont provoqué des dégâts supérieurs à milliard de dollars.

Le précédent record remontait à 2005 avec 215 milliards de dollars de destructions, surtout dues aux ouragans Katrina, Wilma et Rita.

Les catastrophes naturelles ont fait au moins 362 morts l'an dernier, ce qui est loin du bilan d'au moins 1.833 morts pour le seul ouragan Katrina.

L'ouragan Harvey a provoqué un cumul de précipitations ayant atteint 1,27 mètre par endroits au Texas, entraînant d'importantes inondations. Le montant des dégâts est estimé à 125 milliards de dollars, soit le deuxième sinistre naturel le plus cher après Katrina.

Selon la NOAA, l'ouragan Maria —qui a dévasté l'île de Porto Rico, un territoire américain— a infligé 90 milliards de dégâts tandis qu'Irma —qui a balayé les Caraïbes et la Floride— est responsable de 50 milliards de dégâts aux Etats-Unis.

Maria et Irma sont respectivement troisième et cinquième catastrophes naturelles les plus coûteuses aux Etats-Unis.

Par ailleurs, les incendies ayant sévi dans l'ouest du pays —la Californie a connu des sinistres record en matière de surfaces détruites et de pertes humaines— ont provoqué 18 milliards de dollars de pertes, soit «le triple du précédent record annuel», a pointé le rapport.

Année chaude

L'Agence a également relevé qu'il fallait remonter à 2011 pour compter seize désastres naturels sur une année ayant un coût unitaire d'au moins un milliard de dollars.

Ainsi, en 2017, il y a eu une période prolongée de froid exceptionnel en fin d'année dans l'est du pays, une sécheresse dans de multiples régions, les incendies de forêts à travers la Californie, plusieurs inondations, trois ouragans majeurs et huit tempêtes de forte puissance. Des déchainements de la nature



qui ont coïncidé avec la troisième année la plus chaude aux Etats-Unis depuis le début des relevés de température il y a 123 ans. Les cinq années les plus chaudes ont été enregistrées depuis 2006. La température moyenne aux Etats-Unis a atteint 12,2 degrés l'an dernier, soit 1,38 degré au-dessus de la normale. Un thermomètre au-dessus de la moyenne a été constaté dans le sud-ouest, avec des niveaux record dans certaines régions de Californie et d'Arizona.

Cinq Etats ont connu leur année la plus chaude: Arizona et Nouveau-Mexique au sud-ouest et, sur la côte sud-est du pays, la Géorgie, la Caroline du Nord et du Sud.

Réchauffement durable

Les 49 Etats continentaux (hors Hawaï) ont enregistré des températures supérieures à la moyenne pour la troisième année consécutive. Mais, à partir de fin décembre, le nord-est du pays a connu des niveaux quasi-record de froid, a noté la NOAA.

«L'indication sur le long terme corres-

pond à un réchauffement durable», a estimé Deke Arndt, responsable de la surveillance du climat à la NOAA, lors d'une conférence de presse téléphonique. Mais ce réchauffement du climat ne signifie pas pour autant qu'il n'y a plus de températures froides l'hiver, a-t-il souligné. «Nous vivons dans un monde qui se réchauffe mais nous avons encore de fortes vagues de froid», a pointé le climatologue. L'année 2017 a également été marquée par des phénomènes climatiques extrêmes dans le reste du monde.

De fortes moussons ont notamment dévasté l'Inde, le Bangladesh et le Népal, faisant plus de 1.200 morts et détruisant habitations, récoltes et cheptels. En Europe, la sécheresse a frappé l'Espagne et le Portugal qui ont été ravagés par des incendies de forêt.

«Le climat des Etats-Unis est fortement imbriqué dans le changement climatique terrestre», relevaient les auteurs de la Quatrième évaluation nationale du climat, mandatée par le Congrès américain et publiée en novembre.

AFP

Les rivières de plus en plus salées, menaces sur l'eau potable

■ Les rivières et les ruisseaux américains sont devenus plus salés et plus alcalins au cours des 50 dernières années, une évolution qui fait peser des menaces sur l'eau potable en raison des dommages occasionnés aux canalisations et autres infrastructures, selon une étude publiée lundi.

Cette dernière, élaborée à partir de données recueillies sur 232 sites surveillés par l'Institut d'études géologiques des Etats-Unis («United States Geological Survey (USGS)»), précise que le phénomène est notamment le fait de l'utilisation d'engrais dans l'agriculture et du recours au sel pour dégeler les routes.

La hausse de la quantité de sel dans les eaux peut également être provoquée

par la saumure utilisée dans les opérations de fracturation hydraulique sur les sites de gaz et de pétrole de schiste. La salinité rend l'eau plus alcaline, ce qui correspond à un pH plus élevé, en raison de la décomposition de la roche et du béton dans les rivières et de celle de minéraux dans le sol et l'eau.

Le rejet des contaminants peut à son tour entraîner une corrosion des canalisations et favoriser le passage du plomb dans l'eau potable, tandis que du zinc et de cuivre sont susceptibles de s'infiltrer dans des ruisseaux à partir de la roche et du sol.

Selon l'étude, une combinaison de différents sels peut faire davantage de

dégâts qu'un seul sel.

Une augmentation de niveau de salinité des voies navigables avait été un facteur clef dans la crise de l'empoisonnement au plomb à Detroit de 2016, quand il avait été constaté que des enfants présentaient des taux élevés de plomb, un métal qui peut endommager le système nerveux et retarder le développement du cerveau chez les jeunes. Sur les 50 dernières années, quelque 66% des rivières et ruisseaux des Etats-Unis sont devenus plus alcalins. Les centres de traitement des eaux ne peuvent filtrer les sels mais ils peuvent avoir recours à des produits chimiques pour en éliminer une partie.

Reuters

Infections alimentaires 1,5 million de cas par an en France, 250 morts

■ Les infections d'origine alimentaires représentent chaque année 1,5 million de cas en France dont plus de 17.000 hospitalisations et plus de 200 décès, selon une estimation publiée mardi.

L'étude, parue dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire de l'agence sanitaire Santé publique France, estime le nombre annuel de cas avec symptômes, de cas hospitalisés et de décès pour 21 agents pathogènes (10 bactéries, 3 virus, 8 parasites) transmis à l'homme par l'alimentation, en France métropolitaine, sur la période 2008-2013.

La transmission alimentaire de ces agents infectieux conduit à quelque 1,5 million de cas (entre 1,28 et 2,23 millions), 17.600 hospitalisations (entre 15.793 et 21.159) et 256 décès (entre 232 et 358), selon l'étude. Ses auteurs jugent que ce niveau de maladies et de mortalité «reste élevé».

En France, environ 70% des cas et des hospitalisations d'origine alimentaire sont des infections dues à des norovirus, aux bactéries *Campylobacter* et aux salmonelles.

La moitié des décès d'origine alimentaire sont liés à des infections dues aux salmonelles «non typhiques», c'est-à-dire non liées aux fièvres typhoïdes et paratyphoïdes, ainsi qu'à la bactérie *Listeria monocytogenes*.

La bactérie *L. monocytogenes* (listéria), qui représente moins de 0,1% des cas avec symptômes d'origine alimentaire, occupe le deuxième en rang en termes de mortalité (65 décès, soit 25% du nombre total de décès), derrière les salmonelles (26% du total), relèvent les auteurs.

Les norovirus apparaissent responsables du plus grand nombre de cas (517.593 cas, soit 34% du nombre total de cas). Au troisième rang pour le nombre d'hospitalisations (3.447 hospitalisations, 20% du total), ces virus ne se placent qu'au 7e rang pour les décès (8 morts, soit 3% du nombre total).

Le poids du virus de l'hépatite E (VHE) apparaît pour sa part «considérable» avec 59.300 cas d'origine alimentaire, dont 500 hospitalisés et 18 décès, chaque année en France.

G. K.

Climat

De plus en plus de tortues femelles en Australie

■ La grande majorité des tortues vertes dans le nord de la Grande barrière de corail australienne sont désormais des femelles, ce que les chercheurs attribuent à des températures plus élevées qui influencent la détermination du sexe pendant la période d'incubation des oeufs.

La plupart des 200.000 tortues vertes du nord de la Grande barrière sont désormais des femelles, ce qui pourrait menacer cette population parmi les plus importantes au monde, affirme une étude publiée lundi dans *Current Biology*.

Une évolution que les chercheurs attribuent au changement climatique.

Deux populations génétiquement distinctes de tortues vertes coexistent dans la Grande barrière de corail. L'une se reproduit au sud et l'autre au nord, surtout sur les îles de Raine et de Moulter Cay.

Les scientifiques ont pu capturer des tortues dans le groupe d'îles de Howick au sud de la Grande barrière où ces deux populations de tortues chassent.

Grâce à des tests d'endocrinologie et génétiques, ils ont pu identifier le sexe des tortues vertes et les origines de leur pouponnière.

Pour les tortues nées sur les plages plus chaudes du nord de la Grande barrière, 99,1% des jeunes et 86,8% des adultes étaient des femelles. Une proportion bien moindre chez les tortues originaires des eaux plus froides du sud de la Grande barrière, avec 65% de mâles et 69% de femelles.

«Les tortues vertes du nord de la Grande barrière ont produit principalement des femelles pendant les vingt dernières années», déplore Michael Jensen, un biologiste de l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA), principal auteur de cette étude.

L. S.

Atlas de l'artisanat

Une nouvelle publication vient enrichir la bibliothèque algérienne

L'Atlas de l'artisanat algérien publié récemment présente les différents produits du secteur, mettant ainsi en exergue la diversité du patrimoine culturel et civilisationnel de l'Algérie.



Cette nouvelle publication qui compte 342 pages illustrées pour la plupart, se décline en deux chapitres, le premier présente les différents métiers de l'artisanat et le second aborde les régions d'Algérie, outre une partie réservée à la présentation du prix national de création et de préservation du patrimoine de l'artisanat.

Publié par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, l'Atlas propose une série de métiers artisanaux dans les domaines du textile, céramique, poterie,

joaillerie, habillement traditionnel, broderie, tannage, boiserie et autres activités héritées de génération en génération. Ayant conservé son lustre d'antan ainsi que sa valeur matérielle et morale, la fabrication des tapis vient en tête de ces métiers. L'Atlas contient des informations illustrées concernant l'origine du textile, ses composants et les étapes de sa production.

La poterie et la céramique sont également racontées dans ce même chapitre qui évoque l'histoire de l'artisanat que les Algériens connaissent

depuis les temps anciens, étant étroitement lié avec le mode de vie de la population.

L'ouvrage souligne, en outre, le mérite de la femme algérienne dans la préservation et la promotion du patrimoine artisanal.

Le second chapitre consacré aux régions d'Algérie, évoque les différents métiers qui font la gloire de chaque région.

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage des photos et illustrations de différents produits artisanaux qui marquent les spécificités de chaque région ainsi que

des informations sur l'histoire de ces produits et leurs symboles liés étroitement à l'artisanat et même au tourisme comme c'est le cas pour la vallée du M'Zab (Ghardaïa), le Hoggar (Tamanrasset), la ville aux Mille coupôles (El Oued), Zaouia Tidjania (Laghouat) et autres.

L'Atlas de l'artisanat a publié la liste des lauréats du prix national de création et de préservation du patrimoine artisanal (depuis l'édition 2002 jusqu'à 2014) avec leurs inventions exceptionnelles.

R. N.

Concours national de musique El Houndjoura Edhahabia

Stage de formation artistique au profit des 16 finalistes

Les 16 finalistes du concours El Houndjoura Edhahabia, qu'organise annuellement l'association Wissam pour la culture et les arts, prennent part depuis dimanche à la Maison de jeunes de la commune de Maâhdid (22 km à l'est de M'sila), à un stage de formation artistique.

Encadré par les enseignants de musique Sofiane Rikem et Abderaouf Amoura, ce stage sera également ponctué par de nombreuses conférences données, notamment par Fodil Saouda et Ismaïl Yelles, a indiqué à l'APS, le président de l'association Wissam, Samir Maârouf.

Il a, par ailleurs, ajouté que cette 7^{ème} édition d'El Houndjoura Edhahabia,

placée sous le slogan «La chanson amazighe : patrimoine et identité» vise à favoriser l'éclosion des jeunes talents en leur offrant l'occasion de se produire en public, mais aussi à animer la scène artistique locale et à promouvoir la chanson amazighe, dévoilant que 480 jeunes chanteuses et chanteurs ont précédemment pris part au casting de cette nouvelle édition. Ce stage devra se poursuivre jusqu'au 11 janvier, date de clôture de ce concours qui verra un jury composé de Abdelhamid Belferouni, Nada Rihane et Macine Hamia désigner les trois lauréats de cette édition lors d'une soirée finale prévue à la Maison de la culture de M'sila, a-t-il dit.

Comme à l'accoutumée, la soirée clôture de ce concours verra les trois premiers lauréats recevoir un chèque et permettra également aux organisateurs d'honorer une personnalité de la scène culturelle nationale.

Samir Maârouf a, dans ce contexte, révélé que les organisateurs ont décidé d'honorer, pour cette édition, Lakhdar Bentorki pour ses efforts à la tête de l'Office national de la culture et de l'information.

L'association Wissam pour la culture et les arts de M'sila a été créée en début 2000. Elle se fixe pour mission de découvrir et de promouvoir les jeunes talents.

K. L.

Yennayer à Tindouf

Hakouza, un plat traditionnel pour fêter le Nouvel An amazigh

Le plat de hakouza occupe encore une place de choix au menu de la gastronomie de la région de Tindouf, où il constitue un des symboles marquant de la célébration du Nouvel An amazigh.

Hormis une légère différence dans la préparation, les mêmes ingrédients et composants de ce plat sont partagés par la population tindoufienne et constitués notamment de légumes secs, céréales et épices, nécessaires à la préparation de la sauce du berkoukes (plomb fait maison) et du couscous.

Selon El Hadja Khadidja (septuagénaire), cette tradition séculaire fait partie du programme festif de l'avènement du Nouvel An amazigh. Pour Mme. Hamida (40 ans, femme au foyer), de nombreuses familles préparent, en cet événement, le hakouza, consistant en un plat de berkoukes ou de couscous, avec cependant la perpétuation d'une tradition dénommée el alfa : un noyau de datte ajoutée à la sauce et qui chanceux celui qui le trouvera dans son plat, augurant d'une année faste et joyeuse pour sa famille.

Selon Hadja Milouda, le diner du Nouvel An amazigh donne lieu également à la distribution de fruits secs et sucreries appelés localement el mekhalet (mélange) aux membres de la famille, agrémentés de tasses de thé, le tout dans une ambiance de regroupement et de convivialité, en signe de porte-bonheur pour le Nouvel An.

Le président de l'association du patrimoine de Tindouf, Mohamed Belaïd, a indiqué que la célébration du Nouvel An amazigh est une importante halte pour la réconciliation et la concorde familiale, le raffermissement des liens sociaux et l'ancrage de l'entraide sociale.

En cette occasion, les locaux des herboristes sont pris d'assaut par les citoyens pour s'approvisionner en épices, légumes secs et plantes aromatiques qui donnent une saveur particulière au plat de hakouza.

K. H.

Tlemcen

Yennayer sera fêté dans la commune de Beni Senous

La commune de Beni Senous (30 km de Tlemcen) a été retenue pour abriter jeudi prochain les cérémonies d'ouverture de la semaine du patrimoine culturel amazigh, marquant la célébration de Yennayer, a annoncé lundi la direction locale de la culture.

Faisant suite à la décision du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, portant déclaration du Nouvel An amazigh, qui coïncide avec le 12 janvier, journée chômée et payée, la wilaya de Tlemcen a décidé d'organiser jeudi prochain ces cérémonies au niveau de Beni Senous, une région connue pour son ancrage culturel et identitaire amazigh, a-t-on indiqué.

Abritant des monuments et sites historiques d'une grande importance, Beni Senous est une contrée d'origine berbère, au vu du mode de vie de ses populations, sa petite industrie artisanale vivrière ainsi que la conception architecturale de ses vieilles bâtisses.

Pour cette circonstance, un programme riche et varié a été élaboré pour marquer l'ouverture de cette manifestation. A cette occasion, le stade communal de Beni Senous abritera une série d'expositions sur le patrimoine de la région, ses oeuvres artisanales diverses et ses mets et plats concoctés pour cette circonstance, entre autres, le melloui, khringo, sfendj et autres berkoukès aux plantes aromatiques.

Des troupes locales animeront des spectacles folkloriques avant le lancement du carnaval Ayred, qui marquera ces célébrations à travers la région trois jours durant.

Cette cérémonie d'ouverture sera marquée également par un spectacle de chants kabyles, animé par les artistes Mohand Siham de Tizi Ouzou et Nesrine de Bouira.

Un programme riche et varié, prévu une semaine durant par la direction de la culture de la wilaya de Tlemcen pour cette occasion, portera sur l'organisation de conférences, projection de documentaires sur Beni Senous et le carnaval d'Ayrad, outre des expositions. La cérémonie de clôture se tiendra le 18 janvier à la Maison de la culture Abdelkader-Alloula de Tlemcen.

L. O.

"De loin je suis venue et je dois aller loin"

Assia Djebbar



Page animée par Tinhinan

FEMMES

ILS ONT DIT :

" Quand il est dur d'avancer, ce sont les durs qui avancent. "

John Fitzgerald Kennedy

ACTU-FEMMES



Maroc

Le département d'Etat s'inquiète de l'ampleur de la violence à l'égard des femmes

Le département d'Etat américain a émis lundi un avis de financement à l'adresse des ONG souhaitant s'associer à l'effort de lutte contre la violence liée au genre au Maroc dans une démarche visant à réduire l'ampleur du phénomène.

Citant une étude réalisée en 2011 par le haut commissariat marocain au plan (HCP), le département d'Etat relève que près de 63% des femmes âgées entre 18 et 65 ans ont subi des violences, physiques, psychologiques ou sexuelles, au cours des 12 mois précédant l'étude.

Le département d'Etat a déploré, à ce propos, le manque d'assistance apportée à ces victimes sur le terrain, attribuant les graves manquements aux lois et procédures marocaines à l'absence d'un cadre juridique clair relatif à la violence liée au genre.

Seulement 3% des femmes, victimes de violences domestiques, ont signalé ces abus aux autorités, mais la majorité d'entre elles n'ont pas reçu l'aide nécessaire, souligne cette note publiée par le bureau démocratie, droits de l'homme et travail (DRL) du département d'Etat, qui a puisé ces données des différents rapports établis par la société civile marocaine et les ONG. La note adressée aux organisations a but

non lucratif ainsi qu'aux ONG, précise que l'objectif escompté des financements qui seront mobilisés par le département d'Etat est de «développer et améliorer les mécanismes d'informations sur la violence liée au genre».

Il est aussi question d'aider à «promouvoir l'adoption d'une législation globale sur la violence liée au genre conforme aux normes internationales et d'appuyer des campagnes de sensibilisation susceptibles de changer les attitudes stigmatisant les victimes».

Le DRL, précise que les projets proposés par les ONG doivent nécessairement assurer une coordination avec les initiatives existantes en la matière sans pour autant faire double emploi avec elles.

Pour cela, il propose des projets avec «un impact immédiat en mesure de mener à des réformes durables à long terme» et qui présentent «des approches nouvelles et créatives» en la matière sans dupliquer les efforts passés, ayant montré leur limite.

Les agences des Nations unies et des ONG, à l'instar de Human Rights Watch basée aux Etats-Unis, ont à plusieurs reprises invité le Maroc à améliorer ses dispositifs de protection des victimes de violence liée au genre.

Maman

Laver et désinfecter les biberons : une priorité pour la santé de Bébé

Le lait est un milieu très riche et donc propice à la multiplication des micro-organismes comme des bactéries staphylocoques et streptocoques, les champignons et les virus comme le rotavirus. Il est donc très important d'entretenir biberons et tétines avec le plus grand soin. Rinçage, nettoyage et enfin stérilisation sont les étapes à suivre pour éviter toute contamination.

Bébé a fini son biberon ? Si vous n'avez pas le temps de le laver tout de suite soigneusement, commencez par rincer grossièrement la bouteille et la tétine à l'eau chaude. Ensuite, lorsque vous vous attèlez à la vaisselle, lavez le biberon avec du produit et un gou-

pillon. Une fois terminé, n'oubliez pas de tout rincer avec soin pour ôter les traces de liquide vaisselle. Les goupillons doivent aussi être nettoyés après chaque utilisation pour ne pas conserver de particules de lait.

Désinfection. Pour éliminer tout risque de prolifération de germes et de bactéries et par extension d'infection de Bébé, stérilisez biberons et tétines. Vous devrez prendre cette habitude jusqu'à ce que votre enfant atteigne 4 mois au minimum. Plusieurs méthodes existent. La plus couramment utilisée consistant à faire bouillir les biberons et les accessoires. Vous pouvez immerger le matériel dans de l'eau bouillante pendant une vingtaine de minutes.

Autre option : les appareils électriques ou stérilisateur à la vapeur d'eau. Dans tous les cas, pensez ensuite à égoutter les biberons pour éviter l'eau stagnante.

En voyage. Si vous n'êtes pas chez vous ou n'avez pas la possibilité de faire bouillir de l'eau, la stérilisation à froid peut vous permettre - en toutes circonstances - de désinfecter facilement le biberon de Bébé. Elle consiste en l'utilisation de pastilles effervescentes à base de chlore. Dissoutes dans un bac d'eau froide, vous y mettez le matériel de votre enfant pendant 30 minutes environ. Pour plus de renseignements, consultez votre pharmacien.



Anti-âge

Astuces naturelles pour retrouver une belle peau

Notre peau est le reflet de notre santé et de notre bien-être. Un mauvais régime alimentaire, une fatigue physique et/ou psychologique, les agressions dues aux éléments naturels, la pollution, une trop faible consommation d'eau et voilà notre peau assoiffée, déshydratée, qui perd de sa souplesse et de son velouté. Très vite, ridules et rides apparaissent. Dans son programme, LeBootCamp anti-âge et beauté, Valérie Orsoni partage ses astuces pour préserver la jeunesse de votre peau. En exclusivité, elle les partage, ici, avec vous.

Le gommage

C'est le soin de base de la beauté de votre corps.

Fait 2 fois par semaine, il permet l'élimination des cellules mortes sur l'ensemble de votre corps. Il favorise également l'absorption des produits de soins que vous utilisez. Votre peau vous le rendra : elle sera immédiatement plus douce !

Les petites déjeuners tout fruit !

Si vous voulez retrouver la peau de vos 20 ans, faites le plein de fruits frais dès le matin. Et pour un maximum d'efficacité préparez-vous aussi des " Boosts ". Passez à la centrifugeuse des fruits et légumes de votre choix et buvez-en un grand verre. Boire les fruits sous forme de jus per-

met d'en consommer beaucoup plus et donc de bien mettre l'accent sur ces vitamines et antioxydants si importants pour notre santé et notre beauté. Si possible, optez pour les fruits biologiques de saison.

La crème hydratante !



Après un nettoyage soigneux de votre peau, appliquez sur le corps et le visage une crème riche en agents hydratants (qui repulpent la peau) : beurre de karité, ou huile d'argan par exemple. Cela vous permettra d'éviter l'apparition de petites rides au niveau du visage et des seins.

Privilégiez les aliments à faible indice glycémique :

- Privilégiez la cuisson de vos pâtes al dente, l'index glycémique sera plus faible, contrairement à des pâtes bien cuites.

- Choisissez les céréales complètes (pain complet, riz complet) ; leur teneur en fibres favorise un index glycémique faible, contrairement à des céréales raffinées.

- Consommez des légumes secs, leur index glycémique est faible !

- Limitez les sucreries type biscuits, bonbons, sodas, et autres. Limiter les expositions prolongées au soleil qui abîment votre peau.

Utilisez une protection solaire avec filtres UVA et UVB pour éviter l'apparition de petites taches brunes,

dues aux expositions successives.

Une alimentation équilibrée et variée. Pour se construire, se renouveler et bien fonctionner, la peau a besoin de nutriments essentiels, tels que les vitamines (vitamine A, C et E qui sont des antioxydants : ils protègent votre peau en piégeant les radicaux libres qui " l'agressent ") et les oligo-éléments (sélénium, un antioxydant), cuivre (participe à l'élasticité de votre peau), et zinc (favorise le renouvellement cellulaire et la cicatrisation).

Une alimentation équilibrée vous apporte également des " bons " acides gras (les oméga 6 et oméga 3).

Le conseil de votre coach : privilégiez les fruits et légumes, sources de vitamines et de minéraux, et les huiles végétales riches en acides gras oméga 3 et 6 (huile de tournesol, huile de pépins de raisin).

Buvez

Boire pour hydrater son corps mais, aussi, pour le nettoyer et éliminer les toxines et conserver ainsi une belle peau !



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Directrice de la publication / Gérante Naima MAHMOUDI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS ▶▶

Algérie-Rwanda en amical à 15 h à Radés

Les Verts à l'épreuve des Guêpes

Ligue 1 Mobilis (18^e journée)
MCA-CRB fixé au samedi à Hamadi

■ Le derby algérois MC Alger-CRB Belouizdad, comptant pour la 18^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football se jouera le samedi 27 janvier au stade Omar-Hamadi (16h00), a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Lors de la phase aller, le CRB avait accueilli le MCA au stade du 20-août 1955 (2-0) dans le cadre de la 3^e journée, au moment où le stade olympique du 5-juillet qui devait abriter les derbies algérois était fermé pour travaux. La LFP a également dévoilé le programme des rencontres de la 17^e journée de la compétition marqué par deux derbies de la capitale. Le CRB recevra l'USM El-Harrach le vendredi 19 janvier au stade du 20-août 1955 (16h00) alors que le NA Hussein-Dey se rendra au stade Omar-Hamadi pour affronter l'USM Alger le samedi 20 janvier (16h00). Au menu de cette 17^e journée le choc entre l'ES Sétif et le MC Alger fixé au vendredi 19 janvier au stade du 8-mai 1945 (16h00).

Betis Séville

Le club refuse un départ de Boudebouz

■ Le Bétis Séville (Liga espagnole de football) a refusé d'entamer les négociations avec l'OGC Nice (Ligue 1/France) pour négocier le transfert du milieu international algérien Ryad Boudebouz cet hiver, rapporte lundi le site spécialisé Goal. Les dirigeants andalous ne souhaitent pas se séparer du joueur algérien, même momentanément, sur lequel ils ont investi 7 millions d'euros il y a quelques mois en provenance de Montpellier. A ce stade, le Bétis a donc refusé d'engager des discussions pour l'international algérien qui, sauf retournement de situation, devrait rester cet hiver, précise la même source. Le club niçois souhaitait engager les services de Boudebouz (27 ans) pour remplacer le Néerlandais Wesley Sneijder, parti rejoindre le club d'Al-Gharafa (Qatar). Boudebouz a rejoint le Bétis l'été dernier en provenance de Montpellier pour un contrat de quatre ans. L'international algérien (25 sélections) a décidé de quitter le championnat de France après neuf saisons (301 matchs, 45 buts et 53 passes décisives).

MCE Eulma

Ziaya se relance chez Babya

■ L'ancien attaquant international algérien Abdelmalek Ziaya (34 ans) s'est engagé pour un contrat de 18 mois avec le MCE Eulma, a-t-on appris auprès du pensionnaire de la Ligue 2 Mobilis de football. L'ancien joueur de l'ES Sétif reste sur une mauvaise expérience la saison dernière avec l'ASM Oran (Ligue 2) avec une seule apparition et un but marqué avec la formation de M'dina Jedida. Ziaya avait entamé sa carrière au sein de l'ES Guelma avant de rejoindre l'ES Sétif en 2005 avec laquelle il avait remporté plusieurs titres nationaux et internationaux. Il est considéré comme l'un des joueurs algériens les plus titrés dans l'histoire du football national avec 12 titres remportés avec l'ESS, l'Ithihad Djeddah (Arabie Saoudite) et l'USM Alger. En équipe nationale, Ziaya compte 6 sélections avec notamment une participation à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2010 en Angola sous l'ère de l'ancien sélectionneur Rabah Saâdane.

La sélection nationale locale affronte cet après-midi son homologue rwandaise dans un match amical qui se joue au stade Radés de Tunis. Les Rwandais qui préparent le CHAN (championnat d'Afrique des nations) qui se déroulera dans quelques jours au Maroc a accepté de donner la réplique aux Fennecs qui eux ne préparent pas un rendez-vous bien précis. En effet, c'est sur demande du sélectionneur national, Rabah Madjer, que la FAF a engagé une

recherche pour un sparing-partenaire qui pourrait affronter en amical l'EN A'. Il était, ainsi, dans un premier temps, prévu que la sélection locale nationale rencontre les Emirats arabes unis en décembre dernier mais le fait que cette dernière avait changé d'avis et décidé de participer à la Coupe du Golf a changé les données et la rencontre a été annulée. Les responsables de la FAF ont, ensuite, réussi à programmer ce match face au Rwanda. Certes, certains diront que c'est là un adversaire quel-

conque et il ne pourrait pas être d'une grande utilité pour les Verts, mais ce n'est pas l'avis du coach de l'EN, Madjer, qui avait déclaré à la fin du match face au Nigeria que le plus important était d'engager le chantier juste après la fin de ces éliminatoires du Mondial et il souhaitait donc jouer un plus grand nombre de matchs amicaux. Ne pouvant pas battre le rappel des professionnels qui ne peuvent être présents que lors de dates-FIFA, Madjer a décidé de donner sa chance aux joueurs du cru, qui

eux, sont disponibles et c'est pour cela qu'il souhaite leur programmer des matchs-test pour les aider à s'habituer au haut niveau en disputant des rencontres face à des équipes internationales et africaines. Il souhaite, en fait, créer un noyau de joueurs locaux qui seront ensuite versés en EN A avec les professionnels, pour ne pas être dans l'embarras en cas de défection de quelques pros, notamment, à cause de blessures ou de suspension.

Imad M.

MO Béjaia

Bira nouvel entraîneur

■ Le technicien Abdelkrim Bira est le nouvel entraîneur du MO Béjaia en remplacement de Mustapha Biskri, a-t-on appris lundi auprès du club pensionnaire de la Ligue 2 Mobilis de football. «Nous avons trouvé un accord final avec Bira, qui sera mardi à Béjaia pour finaliser son contrat et éventuellement entamer ses fonctions. Nous allons lui proposer un contrat renouvelable jusqu'à la fin de la saison», a affirmé le président du MOB Mustapha Arezki. La nomination de Bira intervient deux jours après

le départ à l'amiable de Mustapha Biskri, au lendemain de la défaite concédée en déplacement face à l'ASM Oran (1-0) vendredi dernier dans le cadre de la 16^e journée du championnat. Deuxième au classement avec 29 points à trois longueurs du leader l'AS Ain M'lila, le MO Béjaia est en course pour l'une des trois premières places, synonyme d'accession en Ligue 1 Mobilis. «Nous avons assigné à Bira l'objectif de l'accession. Je pense que nous sommes bien parti pour atteindre cet objectif au vu du

parcours réalisé lors de la phase aller», a-t-il ajouté. En matière de recrutement, le dirigeant béjaoui s'est réjoui de la levée d'interdiction qui menaçait le club de l'actuel mercato d'hiver, ouvert le 16 décembre dernier. «L'interdiction de recrutement a été levée dimanche et nous sommes désormais autorisés à engager de nouveaux joueurs. Nous avons déjà recruté l'ailier Hicham Chérif (ex-NA Hussein-Dey) en attendant l'arrivée de deux à trois joueurs», a-t-il conclu.

Championnat national individuel de Judo (seniors)

La compétition déplacée à Rouiba

■ Le Championnat national individuel seniors (messieurs et dames), prévu initialement du 11 au 13 janvier à la salle omnisports de Chéraga (Alger), a été déplacé à Rouiba (Alger), a annoncé lundi la Fédération algérienne de judo (FAJ) «Suite à l'indisponibilité de la salle omnisports de Chéraga pour travaux, le Championnat national individuel se déroulera à la salle omnisports de Rouiba», indique un communiqué de la FAJ publié sur la page Facebook officielle de l'instance fédérale. Le Championnat national individuel seniors, qui selon la même source «se déroulera sous forme de combats éliminatoires de quatre minutes, avec un système de double repêchage». La pesée officielle, prévue durant l'après-midi du 10 janvier, sera immédiatement suivie de la pesée officielle et du tirage au sort. La compétition débutera jeudi, avec les catégories de poids de moins de 90 kg, moins de 100 kg et plus de 100 kg chez les messieurs, ainsi que celles des

moins de 70 kg, moins de 78 kg et plus de 78 kg pour les dames. Vendredi et samedi, ce sera au tour des catégories de poids restantes de faire leur entrée en lice dans cette compétition nationale, régie par un système de quotas régionaux. Chez les messieurs, les catégories de moins de 66 kg et moins de 81 kg seront les premières à concourir, puis ce sera au tour des moins de 60 kg et moins de 73 kg. Idem pour les dames, qui commenceront par concourir dans les catégories de moins de 52 kg et moins de 63 kg, puis dans celles de moins de 48 kg et moins de 57 kg, selon le programme de compétition, dévoilé par la FAJ. Cette compétition sera jumelée avec le Championnat national kata qui sera réparti sur deux journées : le jeudi 11 janvier, consacré aux épreuves de Nage No Kata, Ju No Kata et Kodokan Goshin Jitsu», tandis que les deux épreuves restantes «Katame No Kata et Kime No Kata auront lieu le samedi 13.

Migrants

10 morts et plus de 50 disparus au large de la Libye

Dix migrants ont péri et plus d'une cinquantaine d'autres sont disparus suite au naufrage d'une embarcation au large de la Libye, selon un bilan recueilli lundi par plusieurs organismes auprès des survivants.

Un premier canot est parti de Garabulli, à 50 km à l'est de Tripoli, dans la nuit de vendredi à samedi, mais au bout de 8 ou 9 heures il a commencé à se dégonfler et à prendre l'eau. Dans la panique, beaucoup de personnes sont tombées à l'eau, tandis que d'autres ont attendu les secours accrochées à ce qu'il restait du canot, avec les cadavres de leurs proches flottant aux alentours, selon les mêmes sources.

Prévenus par un avion de surveillance de la mission navale européenne anti-passeurs Sophia, la marine et les gardes-côtes italiens ont pu sauver 86 personnes et récupérer les corps sans vie de six femmes et deux hommes.

Selon les survivants arrivés lundi à Catane, en Sicile, le canot était parti avec 140 à 150 personnes à bord. Il y a donc au moins 40 à 50 disparus, dont 15 femmes et six enfants âgés de 2 à 6 ans. «Nous avons sauvé 86 migrants. Nous avons fait beaucoup de réanimations.

Nous avons réanimé deux enfants, une de 2 ans et une de 3 ans, et aussi une femme», a raconté Maria Rita Agliozzo, médecin de l'Ordre de Malte présente sur le navire des gardes-côtes italiens. La plus jeune des enfants réanimées a perdu sa mère dans le drame, mais sera confiée à sa tante qui se trouvait elle aussi sur le canot.

Dimanche, la marine libyenne est intervenue auprès de deux embarcations en détresse au large de la Libye, parties samedi soir elles aussi de Garabulli, récupérant 290 migrants et les corps sans vie de deux femmes. Les migrants ont été reconduits en Libye, où selon l'OIM, ils ont signalé 10 personnes disparues. La marine libyenne n'a pas fait état de disparus.

En 2017, au moins 3.116 migrants sont morts ou disparus en tentant de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe, dont 2 833 au large de la Libye, selon un décompte de l'OIM. Mais les tentatives de traversées sont en forte baisse depuis l'été, après les efforts italiens pour empêcher les migrants de prendre la mer, à la suite d'accords avec les autorités libyennes.

H. Y.

France

20 attentats déjoués en 2017

Vingt attentats ont été déjoués en France en 2017, a déclaré le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, en appelant à la vigilance vu que le risque zéro n'existe nulle part.

Il n'y a «pas de territoire» où le «risque est inexistant», a souligné Collomb dans une interview publiée lundi par le quotidien *Le Progrès*. «Il faut donc être vigilant partout», a-t-il insisté.

Début novembre, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi antiterroriste qui a pris le relais de l'état d'exception, le ministère de l'Intérieur faisait état encore de 13 attentats déjoués.

Interrogé, ce département n'a pas souhaité détailler les sept autres projets désormais comptabilisés par M. Collomb.

Fin décembre, un homme de 21 ans et une femme de 19 ans, sans lien apparent, avaient été interpellés alors qu'ils projetaient chacun de commettre un attentat.

L'homme envisageait de s'attaquer à des militaires et la femme prévoyait de passer à l'acte, selon une source proche du dossier. Tous deux ont été placés en détention. Depuis le 7 janvier 2015, 241 personnes ont trouvé la mort dans des attentats terroristes en France.

En 2017, deux attentats revendiqués par le groupe EI ont été commis : le 20 avril sur les Champs-Élysées à Paris et le 1^{er} octobre à la gare Saint-Charles à Marseille (sud-est). Ils ont fait trois morts.

Y. R.



Maintenant la pression sur le ministère de la Santé Les médecins résidents en marche «nationale» à Oran



Une marche regroupant des médecins résidents de différentes wilayas du pays a été organisée hier à Oran par le Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra), porteur de revendications d'ordre socio-professionnel, a-t-on constaté. Ce mouvement qui a été entamé par un sit-in dans l'enceinte du Centre hospitalo-universitaire d'Oran (Chuo), a drainé, selon le Dr Abderrahmane Ikkal, représentant du Camra, «la majorité des praticiens de cette catégorie en activité à l'échelle nationale, accompagnés par des étudiants en médecine, des enseignants et des médecins privés».

«Les revendications ont déjà été portées à la connaissance de la tutelle», a relevé

le représentant du Camra, rappelant qu'elles ont trait à «la révision du dossier relatif au service civil de sorte à garantir de meilleures prestations aux patients et à améliorer la situation sociale du praticien». Les doléances du Camra s'étendent également au service militaire, réclamant à ce titre «la non-exclusion des citoyens à partir d'un certain âge».

Le même représentant a aussi fait part d'autres revendications visant «l'amélioration des conditions de formation, une meilleure précision des services d'affectation, des droits et obligations du médecin résident, ainsi que la réhabilitation du droit de création de laboratoire pour les diplômés des spécialités

biologiques».

Les organisateurs se sont en outre, félicités du caractère «pacifique» et du «bon déroulement» de la marche effectuée sur un parcours de quelque 5 km entre le CHU d'Oran et le rond-point du pont Ahmed-Zabana, ponctuée par des haltes devant des sièges institutionnels tels ceux de la direction de la santé et de la wilaya.

«Oui au service civil, non à l'obligation», «Donnez-nous les moyens pour travailler», «Respect, dignité, solidarité» et «SOS, SOS, résidents en détresse», figurent parmi les slogans scandés par les manifestants.

La marche a également vu la présence du président du Conseil régional d'Oran de l'Ordre des médecins, le Dr Mohamed El-Bachir Bekada, et de membres du Syndicat national des enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires (Snechu).

Aucun incident n'a été enregistré durant ce mouvement de protestation.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, a réitéré, dimanche à Alger, son engagement à trouver des solutions aux revendications des médecins résidents dans le cadre d'un «dialogue responsable et constructif».

R. O.

France/Visas

Les 1 500 rendez-vous pour le mois d'avril réservés en une journée

Les 1 500 rendez-vous pour les visas Schengen pour le mois d'avril 2018 ont tous été réservés dimanche en une journée, soit dès l'ouverture de la prise de rendez-vous sur le site de VFS Global, indique lundi un communiqué de presse de l'ambassade de France en Algérie, précisant que de nouveaux rendez-vous pour le mois d'avril seront mis en ligne par VFS Global en mars prochain.

«Afin de vérifier le bon fonctionnement de la nouvelle procédure de prise de rendez-vous avec prépaiement sur le site de VFS Global, le consulat général de France à Alger a ouvert, le 7 janvier 2018, 1 500 rendez-vous pour le mois d'avril prochain. Tous ces créneaux

ont, d'ores et déjà, été réservés», précise le communiqué de l'ambassade.

«Ces rendez-vous doivent être impérativement confirmés au plus tard le 10 janvier 2018 par le prépaiement des frais de service (3 600 DA) auprès d'une des agences autorisées de la banque du Crédit populaire algérien (CPA), dont la liste peut être trouvée sur le site de VFS Global», explique la même source.

L'ambassade de France a fait savoir que de nouveaux rendez-vous pour le mois d'avril seront mis en ligne par VFS Global en mars prochain, alors que pour les mois à venir, la procédure actuelle reste en vigueur avec TLS Contact, l'actuel partenaire.

R. N.

ACTU...

Bordj Badji Mokhtar

Tentative d'exploration illicite d'or

Vingt personnes de différentes nationalités africaines ont été arrêtées lundi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), dans une tentative d'exploration illicite d'or à Bordj Badji Mokhtar, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 8 janvier 2018, au niveau du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar en 6^{ème} Région militaire, 20 personnes de différentes nationalités africaines, dans une tentative d'exploration illicite d'or, en leur possession 25 groupes électrogènes et 12 marteaux-piqueurs», précise le communiqué.

«Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus des unités de l'Armée nationale populaire à protéger les frontières du pays et à mettre en échec toute tentative de piller les richesses ou de s'introduire au territoire national», souligne la même source.

R. N.

Médéa

Premier cas de décès par la grippe H1N1 confirmé

Un premier cas de décès de grippe saisonnière (H1N1) a été enregistré au niveau de la wilaya de Médéa, a appris hier l'APS auprès du directeur de la santé qui assure que le constat de décès par cette pathologie a été confirmé par l'Institut Pasteur.

Selon Mohamed Cheggouri, ce décès par la grippe saisonnière (H1N1) (type A) est le premier signalé dans la wilaya de Médéa depuis le début de l'épidémie de grippe, précisant que les conclusions finales du laboratoire de référence relevant de l'Institut national Pasteur confirment le décès par le virus H1N1 d'un patient qui souffrait d'une pneumopathie. Les raisons exactes du décès de ce patient, âgé de 48 ans, survenu il y a quelques jours, n'ont pu être établies qu'après analyses du laboratoire de référence de l'Institut Pasteur, qui a confirmé ainsi ce premier cas de décès par grippe saisonnière, a-t-il ajouté.

La direction locale de la santé est dans l'attente de confirmation d'un autre cas de décès, une femme en l'occurrence, morte, lundi, suite à des complications d'une pneumopathie, a indiqué M. Cheggouri, affirmant que les prélèvements effectués sur la patiente ont été transmis pour confirmation à l'Institut Pasteur.

L. Y.

Accidents de la route

35 morts en une semaine

Trente-cinq personnes ont trouvé la mort et 1089 autres ont été blessées dans 922 accidents de circulation survenus durant la période du 31 décembre au 6 janvier dans plusieurs wilayas du pays, indique hier la Protection civile dans un communiqué.

La wilaya de Bouira déplore le bilan le plus lourd avec le décès de quatre personnes alors que 22 autres ont été blessées suite à 21 accidents de la route. Par ailleurs, et durant la même période, les secours de la Protection civile ont effectué 4 304 opérations d'assistance aux personnes en danger et opérations diverses et sont intervenus pour l'extinction de 629 incendies urbains, industriels et autres.

K. L.